

L'IDEE DE NATION DANS LE CONSTITUTIONNALISME ESPAGNOL
DE 1.812

Mémoire pour l'obtention
du D.E.A.

Cours 1.980-1.981

Xavier Arbós

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION 1

1.- Eléments historiques 8

2.- Idées nouvelles, mots anciens: la Patrie 15

3.- La définition du mot clé: "Nation" 22

4.- La nation souveraine 29

5.- L'identité nationale 37

6.- Les fondements: unité juridique et unité de
représentation 43

7.- La crise de l'unité: les séparatismes 53

CONCLUSION 65

L'IDEE DE NATION DANS LE CONSTITUTIONNALISME ESPAGNOL DE 1812
=====

INTRODUCTION

Au delà des aspects techniques de la construction de "l'Etat des autonomies" en Espagne, beaucoup d'observateurs trouvent surprenante la méticulosité avec laquelle certains citoyens évitent de prononcer le mot "Espagne", substitué dans tous les contextes par l'expression "Etat espagnol". On a cru nécessaire rédiger des décrets sur l'usage des drapeaux, et la presse le Madrid enregistre souvent l'inquiétude que soulève l'adjectif "national" pour qualifier des faits ou des actes qui ne concernent que le Pays Basque ou la Catalogne, où l'on fait des campagnes sous le mot d'ordre som una nació. Des attitudes irrationnelles ? Probablement, et peut être intolérantes aussi. Mais, en même temps, voilà la preuve de que la charge politique de l'idée de nation est très présente dans l'esprit des gens.

De nos jours, il est presque impossible de parler de "nation" sans parler du sentiment d'identité, qui permet à ses membres de se reconnaître dans leurs appartenances communes à partir de certains éléments culturels - dont la langue - considérés définitoires de l'identité nationale à côté du passeport. Du point de vue juridique, du moins dans certains pays, la nation existe : elle exprime sa volonté par ses représentants

et elle s'autogouverne par les décisions de la majorité de ses électeurs; elle a même un patrimoine, avec des oeuvres d'art parfois exotiques, acquises par des procédures différentes.

La nation s'est donc située dans le domaine politique. Le pouvoir se veut soumis au Droit, et celui-ci, établi d'après l'expression de la volonté nationale. Dans ce domaine, la nation est une idée abstraite qui fait référence à la volonté des citoyens (1). Mais ces qualités ont eu leur concrétion constitutionnelle grâce à une lutte idéologique et militaire. Contre l'absolutisme, la nation joua le rôle de représentation idéale de la communauté vivant sous un système social différent (2). Elle gagna son statut juridique et constitutionnel, après avoir accompli un rôle stratégique, car l'idée de nation avait été aussi une idée de combat. Le "Vive la Nation !" de Valmy en est le symbole.

Mais, au-delà de l'abstraction juridique et du projet politique, et avant la Révolution, le mot nation existait et avait déjà un sens qu'il n'a jamais perdu (3). Le mot faisait aussi référence à un groupe humain, défini par sa langue ou par sa condition d'habitant du même royaume, province, ... (4). Une signification ambiguë, mais qui permettait de parler de "nations" aux provinces qui avaient été indépendantes, sous un gouvernement dont le souvenir incarnait l'identité historique, ou aux groupes linguistiques. Plus tard, nous verrons la complexité de l'idée de nation et des significations possibles du

mot dans le cadre historique que nous avons choisi.

Pour l'instant, nous voulons insister sur l'importance de ce contenu historique et culturel de l'idée. Grâce à cette pluralité de significations, il est possible de comprendre les équivoques et les problèmes surgis au moment où le contenu culturel de la nation juridique ne correspond pas à celui de la nation historique. Quelle est la vraie, la bonne nation ? L'Etat semble s'avoir approprié en exclusive, le droit public aidant, l'idée de nation (5). Rien d'étonnant, car elle est la source de leur légitimité, selon leurs constitutions, érigées en loi fondamentale par libéralisme. La crise apparaît au moment où les nations culturelles exigent de devenir des nations juridiques. L'Etat moderne, sauf exception, a eu une politique culturelle de réduction et uniformisation des différences linguistiques, mais cela n'a pas empêché l'existence de revendications qui, dans leur expression la plus poussée, sont arrivées jusqu'à l'exigence de souveraineté pour des "nations" qui n'ont pas une existence juridique, mais qui sont bien réelles pour des secteurs de la population. C'est cette non correspondance de la nation juridique avec des nations définies par des données culturelles, ce qui constitue l'expression du problème des nations sans état, de la "question nationale".

L'Espagne est un pays où cette question a eu une importance déterminante pour son histoire. Juan LINZ publia un arti-

cle dont le titre exprime très bien le noyau du problème ("Early state-building and late peripheral nationalisms") pour montrer les éléments fondamentaux du sujet (6) : un Etat dont la centralisation politique commença au XVIIIème siècle et qui a dû subir, dès la moitié du XIXème siècle des mouvements centrifuges de force croissante. L'Etat espagnol n'a pas réussi à devenir un cadre institutionnel où la nation juridique bénéficie de la solidarité nationale de ses citoyens - un Etat-nation (7). Or, pour notre mémoire, nous croyons avoir choisi le moment historique où les circonstances semblent être favorables à la naissance de ce sentiment de solidarité face à un ennemi étranger, et à la parution d'un état nouveau - l'Etat libéral - qui fait de la nation la source de sa légitimité.

Plus précisément, notre but est celui de voir le rapport entre l'idée de nation et son expression dans la Constitution espagnole promulguée à Cadix le 19 Mars 1812. Ce faisant, nous croyons faire en même temps une étude du premier nationalisme espagnol : on ne peut pas exclure les constituants libéraux espagnols de 1812 - qui inventent le mot libéral (8) - du nationalisme qu'on attribue au libéralisme en général dans ses débuts (9); KEDOURIE a écrit des pages très connues sur l'identité de sources intellectuelles du libéralisme et du nationalisme (10). Ces deux idéologies coïncident dans la mesure où elles font de la Nation la source suprême de la légitimité.

Cependant, nous ne voulons pas prendre sans nuance cette coïncidence. Les inventeurs du mot "libéral" - dont l'influence en Europe fut importante (11) - ne connaissaient pas le mot "nationalisme", inventé en France (12). Le mot n'apparaît dans l'espagnol écrit qu'en 1825, et le sens négatif de "nationalisme" s'exprime - nous le verrons - par "particularisme". De plus, lors de l'influence des écrivains allemands qui exaltaient la langue, la culture et les sentiments communautaires du groupe, les libéraux de 1812 pensaient à une nation plus juridique et abstraite. Le nationalisme moderne insiste sur des aspects culturels de l'idée de nation, ce qui n'est pas une caractéristique du libéralisme. En conséquence, même si nous insistons sur les aspects "nationalistes" - au sens moderne - des débats constitutants, en soulignant les références à la langue et aux mœurs, on ne doit pas oublier que l'axe de notre recherche, c'est l'idée de nation telle qu'elle se précise dans la Constitution de 1812. Il est nécessaire d'ajouter que le libéralisme ne sera pas le seul, dans cette conjoncture historique, à employer dans la lutte politique des arguments nationalistes. Les absolutistes se battaient pour le roi et la religion, mais aussi pour la Patrie. Plus encore, les réformateurs espagnols seront accusés, depuis le XVIIIème siècle jusqu'au franquisme, d'être anti-espagnols (13). Ce que les absolutistes ne feront pas, c'est d'attribuer à la nation un rôle principal de légitimation politique.

Jusque là, la délimitation de notre objet. Quant à notre méthode, elle consistera en l'analyse de textes d'époque qui permettront d'établir les idées principales articulées autour du concept de nation. Une analyse quantitative et un traitement informatisé des données linguistiques auraient pu donner des résultats intéressants : l'emploi de certains mots est révélateur (14). Mais nous ne croyons pas que ce soit indispensable : les citations peuvent suffire dans une large mesure à montrer la force des idées dans le discours des protagonistes de l'Histoire. Nous avons essayé d'avoir recours aux sources directes; ce n'a pas toujours été possible, par exemple en ce qui concerne les périodiques. Néanmoins, certaines études sur l'époque nous ont offert la possibilité de trouver des extraits de presse assez amples. Il faut remarquer que la naissance du journalisme politique espagnol et de ce que l'on pourrait appeler la presse d'opinion, eût lieu justement autour des débats constitutants. Ainsi, nous croyons pouvoir avoir une perspective suffisante pour notre recherche.

Derrière tout objet de recherche, on trouve parfois des motivations personnelles. Tel est le cas. Nous croyons nécessaire une perspective différente aux travaux sur le nationalisme. Elles ont été d'habitude centrées sur les nationalismes des nations sans Etat - les "séparatismes", où sur le nationalisme des Etats sans nation - aux pays africains par exemple. En Espagne, le "nationalisme a été très souvent étudié dans les au-

tonomismes de la périphérie, mais très peu dans sa dimension espagnole, d'habitude pour le réduire au fascisme (15). Ainsi, l'étude du nationalisme espagnol reste à faire avec l'intensité que les autres nationalismes, ceux qui contestaient l'Etat espagnol, ont subi. Notre recherche voudrait être un petit pas dans ce sens.

Pour le donner, nous commencerons en établissant préalablement le cadre historique, et nous présenterons brièvement les lignes essentielles de la Constitution. Après avoir situé le sujet dans son contexte, la tâche sera celle de présenter les définitions et montrer la nouveauté des significations qu'on attribue à des mots anciens, tels que "nation" ou "patrie". La définition de Nation des libéraux implique la souveraineté et nous parlerons de cet attribut qui résume la fonction de légitimation de la Nation dans la pensée libérale. Mais à côté de ce rôle, l'idée de Nation a des contenus que nous essayerons d'éclaircir dans les deux parties qui suivront celle consacrée à la souveraineté : la première, sur les références historiques et culturelles, et la deuxième à propos de l'unité juridique et de son importance. La partie finale portera sur les séparatismes et l'idée d'Espagne qu'on essaye d'opposer aux débuts de l'indépendance américaine.

Voilà le fil que le chemin de notre mémoire va suivre. Il finira par des conclusions, après les sept étapes qui commencent dès maintenant.

1.- Eléments historiques.

La Constitution de 1812 est le symbole de la révolution libérale en Espagne. Elle signifie un projet réformateur pour une société qui vit une profonde crise politique déclenchée par la guerre. Après la guerre contre la République française, un traité fut conclu à San Ildefonso, en vertu duquel les troupes de Napoléon commenceront à s'installer en territoire espagnol à partir de 1807. La seule présence de troupes étrangères, originaires du pays qu'on venait de combattre, ne suffit pas à causer des problèmes majeurs à la population qui vivait des tensions d'origine internes, catalysées dans la personne du ministre Godoy, homme tout-puissant du règne de Charles IV. Les secteurs sociaux influents ont tous des griefs contre ce "valido" (favori), dont le chemin du pouvoir est censé passer par la chambre de la reine. La noblesse ne supporte pas bien le pouvoir d'un simple "hidalgo", le clergé lui reproche son hostilité à l'égard de l'Inquisition et les illustrés l'ont vu faire arrêter un de leurs éléments les plus respectés : Jovellanos (16). Le parti opposant trouve son dirigeant dans la personne du fils du roi, Fernando. Il ne sera pas difficile de rallier les secteurs populaires : après un essor démographique, ils souffrent du chômage dû à l'incapacité d'absorption de l'agriculture et à la faiblesse d'une industrie qui n'est qu'à ses débuts. Le peuple sera le protagoniste des mutineries qui en Mars 1808 feront abdiquer le roi en faveur de

son fils Fernando.

La participation populaire, même n'étant pas d'une spontanéité totale, signale l'annonce d'un fait politique décisif, plus clair dans la guerre contre Napoléon : la présence des masses - pour y rester - dans la scène politique (17).

Tous ces événements ont pour cadre une société qu'on peut caractériser très bien comme d'ancien régime (18). Relations féodales et pouvoir juridictionnel des nobles dans leurs territoires, douanes intérieures, le tout sous la domination d'un absolutisme royal qui, sous Charles III avait mérité l'adjectif "illustre" (19). La grande peur de la Révolution française fit reculer même les ministres les plus engagés dans le renouveau du pays. Bien sur, le clergé se situa au premier rang de la défense contre la Révolution en s'engageant dans une véritable guerre idéologique (20). L'hostilité de la plupart des prêtres qui avaient une influence sur les masses paysannes, coutera très cher aux idées réformistes et à ceux qui les diffusaient.

Dans ce contexte, ces remous au sommet du pouvoir - le changement du titulaire de la couronne - ne sont pas seulement une querelle de palais. D'eux en résulte l'image d'un roi qui accède au pouvoir sur la vague du mécontentement généralisé. Ferdinand VII, néanmoins, ne siégera au trône au'un mois et demi, jusqu'à ce qu'il renonce à ses droits à Bayonne, le 5 mai 1808, au bénéfice de Napoléon. Ce renoncement peut être un des

épisodes les plus honteux de la couronne espagnole - la dynastie renonce, tandis que le peuple, le 2 Mai, s'est soulevé pour elle - ; cela n'empêche pas que ce roi presque inédit soit devenu très populaire : il sera appelé "el Deseado" - le Désiré - et son renoncement sera censé d'être fait sous la force. Le 2 Mai 1808, trois jours avant cette démission, le soulèvement populaire éclatait dans l'immobilité de la majorité de la noblesse et du haut clergé, pour empêcher les français d'emmener à Bayonne les derniers membres de la famille royale. Les autorités légales cèdent et le pouvoir tombe aux mains des notables des localités, organisés en "Junte" qui étaient structurées par provinces (21).

En 1808, les autorités politiques légales de l'ancien régime avaient laissé le pouvoir, et la guerre d'indépendance - d'où son nom - est avant tout la lutte pour empêcher les français de le prendre. Mais les forces résistantes étaient loin d'être homogènes. La résistance fut, d'abord, un mouvement des masses populaires qui commençaient leur lutte à Madrid, et la répression des troupes françaises renforce la généralisation de la guerre. Guerre révolutionnaire ou guerre nationale ? (22) : les deux. La variété de ceux qui y participent est une preuve de la presque unanimité de la révolte, mais les différences sont très profondes. Deux grandes lignes se dessinent : d'un côté, des libéraux partisans de réformer l'Etat absolutiste, et, d'après son ouvrage législatif,

assez prudents en ce qui concerne sa volonté de changement des bases de l'ancien régime - la puissance idéologique de l'Église et la domination économique de la noblesse -. D'autre part, des absolutistes dont l'avant-garde, si l'on peut dire, était formée surtout par des membres du clergé. Les positions vont se manifester aux débats de la Constitution de Cadix.

Cette Constitution fut élaborée par une assemblée, (les "Cortes") dont le trait le plus significatif est la participation qu'y eurent les couches moyennes. Le cadre déjà les favorisaient : la ville andalouse de Cadix, bastion qui demeura assiégé tout au long de la guerre, était un haut lieu de la bourgeoisie commerciale. Elle était le plus important des ports qui commençaient avec l'Amérique et, ville ouverte aux nouveautés, l'illustration et les idées avancées y avaient pénétré fortement (23). De plus, pour les députés élus qui ne pouvaient pas arriver à Cadix à cause de la guerre, on cherchait des suppléants dans la ville même. Ceux qui en avaient l'accès le plus facile étaient ceux qui venaient des régions maritimes, car la navigation et le port étaient toujours libres des attaques françaises, et ces députés étaient ceux des zones périphériques, où l'existence des ports avait pu favoriser préalablement l'arrivée d'idées et journaux libéraux.

Cependant, on ne doit pas penser à une assemblée tout à fait libérale. Il y avait des personnalités clairement défi-

nies par leur libéralisme, et des ténors de l'absolutisme, mais les champs n'étaient pas nettement découpés : selon le sujet, les majorités changeaient. Ceci dit, les libéraux réussirent à gagner les combats décisifs : Constitution, liberté d'impression et abolition de l'Inquisition et des juridictions seigneuriales (24), mais par un très court avantage. L'église résista fermement, et la timidité des réformes est évidente : la liberté de presse admise, mais avec censure ecclésiastique pour les livres religieux; l'Inquisition abolie, mais la religion catholique est la religion de l'Etat selon la Constitution; enfin, le droit féodal des seigneurs sera aboli, mais ils pouvaient toujours convertir ces droits en titres de propriété (25). En tous cas, la victoire reste aux libéraux, peut être non pas par la réalité de ses réformes - timides et seulement amorcées - mais par le coup très dur porté sur les bases idéologiques de la légitimité de l'ancien régime : La Constitution de Cadix de 1812.

Ce long texte est le premier de l'histoire constitutionnelle espagnole, car le texte approuvé à Bayonne en 1808 n'est qu'une carte octroyée. Celle de Cadix, élaborée par un Parlement (Cortes) monocamériste, pour la première fois dans l'histoire, est déjà une Constitution libérale moderne. La structure monocamériste de l'Assemblée qu'elle va fixer dans le texte est occupée par un nombre variable de membres recrutés par suffrage indirect (26) dont on peut dire qu'un tiers était

des membres du clergé, un tiers des nobles, mais surtout des couches inférieures, les "hidalgos", et un tiers composé par le secteur "bourgeois" : commerçants, avocats, fonctionnaires... Les recherches faites sur la composition des Cortes ont insisté sur les professions, ce qui complique le panorama car il y avait des membres du clergé qui figurent aussi comme professeurs d'université; en tout cas, ce qu'il faut retenir c'est que le biais idéologique entre libéraux et absolutistes n'est clair que dans des points précis pour la majorité des constituants - souveraineté et Inquisition -. Pour le reste de la Constitution et de la législation ordinaire des Cortes, s'il y avait des minorités définies, la majorité prenait position selon chaque cas.

Ce Parlement eût aussi ses cahiers de doléances, rédigés à la demande de la Junta Central par des professeurs d'université, des évêques et des institutions, aussi bien que par des personnalités, qui parfois envoyaient leurs réponses par leur propre initiative (27). L'enquête se fondait sur ces points :

- 1.- Moyens d'assurer l'observance des lois fondamentales du royaume.
- 2.- Moyens d'améliorer la législation, et prévenir les abus.
- 3.- Système de taxation.
- 4.- Réformes éducatives (28).

On voit donc que le débat constitutionnel s'encadre dans un grand débat sur la modernisation du pays, dont le texte constitutionnel devait être l'axe. Il préfigure un régime de monarchie limitée, où les Cortes ont une importance décisive en gardant le pouvoir législatif. Réunies sans besoin de convocation de la part du Roi, elles se composent d'une seule chambre formée par des députés recrutés par suffrage indirect. Le mandat de deux ans est incompatible avec toute nomination royale, y compris celle de ministre.

Le Roi a l'initiative en ce qui concerne l'élaboration des lois, et le pouvoir de nommer ses ministres, pour lesquels la Constitution prévoit la responsabilité pénale et le contreseing. Les Cortes peuvent décider l'exclusion d'un héritier, et, comme preuve du désir d'éviter un retour à l'absolutisme, l'article 172 prévoit une longue liste d'interdictions à l'autorité royale : parmi d'autres, celle d'empêcher les réunions des Cortes. Quant à l'administration territoriale, la Constitution établissait l'élection des conseils municipaux, mais - trait centraliste significatif - dans les capitales de province ils devaient être présidés par un "jefe politico", sorte de préfet à nomination royale (29).

2. Idées nouvelles, mots anciens : la Patrie.-

Bertier de Savigny a établi trois moments à partir desquels on peut parler de "naissance" d'un mot : phonologique, sémantique et lexicologique; le son, le sens, précèdent à la fixation académique d'un mot (30). Même si l'on sait que l'usage précède toujours au dictionnaire, celui-ci nous donne toujours des pistes intéressantes. Un coup d'oeil sur le dictionnaire de la "Real Academia" de 1803 (31), qui fut en vigueur jusqu'en 1817, est assez révélateur.

Ce qui frappe d'abord, c'est la définition de "nación" : le premier des sens donnés est celui de naissance, équivalant du mot latin nativitas et employé dans des expressions telles que "ciego de nación" (aveugle de naissance). En deuxième place vient le sens le plus proche à notre conception actuelle de nation - en espagnol, le premier des sens est tout à fait périmé - : "la collection des habitants d'une province, pays ou royaume" (32). Nous remarquerons l'ambiguïté (province, pays ou royaume) car si le mot n'a pas forcément l'étendue de l'Etat, il peut l'avoir, mais la nation peut être aussi la province ou le pays (país). Et le "país" c'est quoi ? Encore de l'ambiguïté : "Région, royaume, province ou territoire". Si l'on regarde le mot "Patrie" nous trouvons une définition plus précise aussi : "le lieu, ville ou pays où l'on est né", pour nous surprendre tout de suite avec la définition de

"Patriote" : il est précédé par l'indication "ancien" mot et l'on renvoi à "compatriote", c'est à dire "celui qui est né de la même Patrie".

Bien sûr, les mots avaient des usages différents, modernes et "politisés"; on le verra tout de suite. Mais le décalage - tout à fait normal d'ailleurs - entre la langue académique et la langue politique prouve au moins que la dernière était récente dans ses expressions. Cependant elle existait, et nous allons essayer de voir quelles étaient ses principales implications.

Alcala Galiano, un libéral témoin des événements, écrit à propos du slogan "Viva el rey Fernando, la Patria y la Religion" utilisé surtout par les absolutistes :

"Nous faisons allusion à la phrase bien connue "Viva el rey Fernando, la Patria y la Religion" à ce moment là répétée, écrite et chantée partout. Le deuxième mot, la parole patria, était nouveau dans les bouches et les oreilles des espagnols, et si elle passa d'être un terme employé dans les livres, à être l'objet des acclamations populaires, elle ne peut pas devenir d'usage courant sans être accompagnée d'idées qu'elle fait soulever." (33)

Pour ce libéral, le terme, tel qu'il le comprenait, était employé sans conscience de ses implications. La mythologie de la cité romaine, du sens civique de ses citoyens, récupérée par la culture de la Renaissance (34), semblait destiner

le mot à l'usage des libéraux. Cela apparaît très clairement dans les journaux libéraux de l'époque.

"Le mot "Patrie" avait parmi les anciens une signification bien plus étroite que celle que les modernes lui ont habituellement attribuée. Avec ce mot nous désignons le lieu de naissance d'un ou plusieurs individus; ils appelaient "Patrie" l'état ou la société à laquelle ils appartenaient et dont les lois leur assuraient la liberté et le bien-être. Sa dérivation même qui semble venir de père et de famille, nous montre que ce mot impliquait toujours des relations d'amour, de bien généralisé et d'ordre. Or, là où il n'y avait pas de lois dirigées dans l'intérêt de tous, où il n'y avait pas un gouvernement paternel occupé du profit commun (...), là, il y avait certainement un pays, des gens, un rassemblement d'hommes, mais il n'y avait pas de Patrie ..." (35).

"Celui qui, du seul fait d'habiter le lieu où il est né (...), croit être dans sa "patrie" se trompe grossièrement, si l'on prend ce mot sublime dans le sens qui lui appartient (...). D'après le droit public, il n'y a de "Patrie" [notons que l'auteur utilise ici un grand "P"] que là où il y a des citoyens, et ceux-ci ne pourront exister que là où il existe la liberté civile. Et il n'existe de liberté civile sans constitution politique, ni citoyen sans qu'il puisse intervenir dans l'établissement des lois, et sans égalité face à elles" (36).

De leurs côtés, les partisans de l'absolutisme donnaient aussi leur version du mot, en écartant son potentiel idéologique et révolutionnaire. Ils s'appuyaient sur le succès - recon-

nu par Alcalá Galiano - du slogan qui unissait roi, religion et patrie :

"Vive la religion ! c'est à dire, nous voulons conserver la religion que nous avons héritée de nos parents et nous ne voulons pas admettre les idées et les pensées que nos ennemis viennent nous prêcher. Vive la patrie !, c'est à dire, nous sommes décidés à mourir et à verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour ne pas cesser d'être ce que nous sommes, pour ne pas cesser d'être espagnols. Vive Ferdinand !, c'est à dire, nous ne voulons reconnaître ni nous assujettir à d'autre roi qu'à notre Ferdinand, (...). Je crois qu'il n'y a pas un seul espagnol qui puisse nier que celui-ci était le cri de la nation, ni celui-ci le sens avec lequel il fut lancé." (37)

Pierre Vilar a déjà signalé que le mot "patrie" était employé plus aisément par les absolutistes que celui de "nation" car sa charge politique était mineure (38) car il ne s'inscrit pas forcément dans le discours autour de la souveraineté. En même temps il est très mobilisateur; les sans-Patrie, les traitres, ont été, dans tous leurs affrontements, les ennemis. Capmany, libéral modéré, est un des personnages clés de cette période, dira en faisant référence à la philosophie illustrée, ces paroles : "Les philosophes, selon nous venons de voir, n'ont pas de Patrie, du même que les commerçants, d'après ce qu'on avait dit avec une certaine raison." Il faut ajouter, pour éclaircir l'idée que Capmany avait des gens sur lesquels le

patriotisme reposait, ces mots du même texte : "Le manque de lecture de notre peuple lui a évité la contagion [de la philosophie illustrée]..."(...) "L'expérience nous permet de dire que les hommes ont plus d'affection à leur terre au même degré qu'ils sont plus incultes ou ignorants" (39).

On essayera aussi d'intégrer le patriotisme dans le système politique. Une des réponses à l'enquête qui précéda la constitution, fait du patriotisme l'élément de cohésion sociale qui fait que les hommes obéissent aux lois même si elles sont mauvaises (40).

Pour cette raison, on établit dans l'article 6 l'amour de la Patrie comme une des obligations principales des espagnols, à côté de celle d'être "justes et bienfaisants". L'intervention du libéral Aner est claire :

"Il est évident que l'Espagne en général a donné une grande preuve de patriotisme; mais il est aussi hors de doute que certains individus (pas beaucoup il est vrai) ont oublié cet amour de la Patrie et ils se sont engagés dans le parti de nos ennemis, parce qu'ils n'ont pas connu ce qu'on doit à la Patrie, ou bien parce qu'ils l'ont oublié. Il faut, donc, leur inculquer sans arrêt que l'amour de la Patrie c'est leur obligation principale, parce que s'ils l'ont oublié, de cette façon on leur rappelle, et, s'ils ne le savent pas, on le leur enseigne. Sire, cet amour de la Patrie c'est le devoir qui peut rendre heureux

et indépendants les Etats. Quand les hommes agiront selon ce mandat, ils se sacrifieront pour défendre leur pays. Sur ce point, donc, les conseils sont toujours nécessaires. Il n'a jamais existé une grande nation qui n'ait pas inspiré cet amour à ses individus. Qu'on lise l'histoire des grecs et des romains. Qu'y-a-t'il de bizarre, donc, dans notre imitation dans ce domaine, du moment où nous essayons de les imiter dans leur héroïsme, et de donner une Constitution à la Nation pour qu'elle connaisse ses droits et ses obligations ? Or, je soutiens cet article, et je demande qu'il soit voté." (41).

Mais, surtout le patriotisme, l'amour de la Patrie, est important en ce qui concerne les représentants de la Nation, et il est une des conditions qu'on doit leur exiger pour qu'on leur octroie le mandat. Néanmoins, sur cette base indiscutée, selon laquelle la Patrie commune était l'Espagne - on verra plus tard l'effort pour assimiler les colonies américaines dans cette même notion -, les problèmes naquirent au moment de discuter les conditions nécessaires pour être député (Art. 91 du projet). Le vrai conflit était celui d'exiger la condition d'être né dans la circonscription (42) : plus on exigeait la naissance ou une résidence prolongée, plus les colons et les commerçants établis en Amérique risquaient de ne pas être représentés; ils étaient très influents en Amérique... et aussi dans une ville comme Cadix dont les intérêts coloniaux étaient très importants.

Tel était le fond du débat. Mais nous intéresse aussi la forme, car, si l'amour de la Patrie était une condition, les choses pouvaient être très différentes selon la Patrie considérée. C'est à dire, il se posait la question de savoir quelle était la "Patrie" qui attirait la fidélité : celle de naissance ou la Patrie générale. Le dilemme fait penser aux difficultés de s'identifier à la Patrie "politique" à partir de la Patrie "naturelle". Pour certains, c'était la dernière qui était plus capable de susciter l'amour, car "Qu'est-ce que la Patrie politique peut espérer de celui qui n'aime pas sa Patrie naturelle ?", disait Morales Duarez, député américain (43).

D'autres, comme Espiga, député catalan d'un libéralisme plus "ortodoxe", exprimait la crainte du provincialisme :

"Sire [les Cortes avaient le traitement de Majesté] , si l'amour de la Patrie est celui qui a pour objet le bien général de la Nation, j'accepte avec plaisir ce principe; mais si l'on veut signifier l'amour à la province qu'a produit, surtout ici, des conséquences si funestes, je désirerais que ce mot fut effacé du Dictionnaire de la langue" (44).

Conflit donc en ce qui concerne l'amour patriotique quant à son objet. Mais l'amour, ce n'est pas tout dans la vie, même en ce qui concerne la Patrie; il faut aussi considérer les intérêts : les intérêts matériels de la Patrie et, bien sûr, ceux de ses citoyens. Pour les premiers, ceux qui plaidaient

pour un attachement plus net des députés à leur province, ils soutenaient que, plus ceux-ci étaient enracinés, plus ils seraient capables de lutter pour l'intérêt de leur circonscription d'origine. Les députés doivent s'occuper de l'intérêt général, bien sûr, mais aussi de celui de leur province; les américains insistèrent sur ce point. Du côté de l'intérêt particulier, la position se généralisa autour d'une conception très bourgeoise de la Patrie. Le discours qui précéda la présentation du projet de la Constitution disait : "Rien n'attache plus au citoyen ni étreint plus les liens qui l'unissent à sa Patrie, que la propriété foncière ou industrielle qui y est liée." (45). L'importance octroyée à la propriété agricole est révélatrice de la faiblesse de l'industrie à cette époque, limitée à des petits noyaux en Catalogne et à Valence (46).

3.- La définition du mot clé : "Nation".-

On passe à une idée politiquement plus riche : celle de nation. Si le mot "nation" peut être employé dans les domaines les plus vibrants et émotifs à la place de "patrie", celle-ci ne peut pas toujours occuper la place de "la nation". La "patrie" est plus idéale que réelle, elle a des caractéristiques d'une sublimation de la nation. Et la Patrie n'existe que sur une nation. "Là où il n'y a pas de nation, il n'y a pas de patrie" dira Capmany (47).

Ce concept central de notre recherche est, malgré l'ambigüité du Dictionnaire, très peu innocent. On pourrait faire des références nombreuses à des interventions de députés libéraux qui protestent pour l'emploi du qualificatif "royal" là où il faudrait mettre "national". :

"L'ordre des mots montre régulièrement celui des idées à la tête ou au coeur; et, ici, j'ai entendu (...) employer l'ordre inversé en disant le Roi et la Nation, étant donné qu'on doit dire la Nation et le Roi, parceque la Nation passe avant le Roi."(48)

Un article dans un journal libéral, le "Redactor General" :

"On ne peut plus supporter celà. Chaque jour on insulte la souveraineté nationale. Je suis agacé et ennuyé d'entendre à tout moment à des gens qui ont le devoir de savoir comment et de quoi ils parlent, parler des Finances "royales", des rentes "royales"..."(49).

Ce qui était en jeu, pour les libéraux, c'était de faire passer l'allégeance politique envers le Roi, à la Nation. Or, le vocabulaire n'était pas du tout neutre. Et le roi Ferdinand, à son retour en Espagne en 1814, rétablit l'absolutisme par un décret où il faisait grief aux Cortes d'avoir substitué le qualificatif "royal" par "national" de l'armée et de la marine "pour affecter démocratisme" (50). Même si un libéral significatif - Florez Estrada -, exilé après de coup d'état essaya dans une lettre ouverte d'expliquer le "raisonnable" de ces changements, en venant à dire qu'au fond, c'était la même chose.(51)

Mais pour l'opinion libérale de l'époque, la chose n'était pas du tout banale. Même certains libéraux arrivaient à se plaindre d'un changement qui se bornait aux adjectifs. Sous le titre révélateur "Revolution de noms et non pas de choses" le journal "La Abeja Española" disait : "Les armées dans le même ordre et plan qu'elles avaient sous le concept et l'adjectif de "royales", n'ont changé que dans celui de "nationales" (52).

Le mot était donc chargé de connotations libérales, dont la charge était due surtout au débat sur la Constitution. A vrai dire, c'est le sujet de la souveraineté nationale ce qui divise clairement les députés : pour ou contre la souveraineté nationale. Et, naturellement, la définition de la nation qui dans l'article premier ouvrait la discussion sur la constitution, était déjà un indice des différences.

Le texte du projet qui ne fût pas modifié, disait : "Article premier : La Nation espagnole est la réunion de tous les espagnols des deux hémisphères". Une lecture superficielle établit tout de suite une similitude entre ces mots et la définition du Dictionnaire : "Collection des habitants d'une province, pays ou royaume" correspond à la réunion des espagnols - dont la citoyenneté était réglementée par la constitution aux art. 18-26 -. Mais ce texte si simple en apparence fut considéré insuffisant sous plusieurs points de vue théo-

riques.

D'abord, soulignons le caractère "personaliste" de la Nation : la nation c'est ses citoyens, et la référence au territoire n'est pas directe ni indispensable. On parle de "territoire espagnol" ou du "territoire des Espagnes" - de même qu'on dit "Royaume des Espagnes" ou "roi des Espagnes", en pluriel - mais pas de territoire national. La citoyenneté est obtenue par ius sanguis et le voisinage (53); ainsi, il paraît clair que l'élément essentiel de la nation c'est ses individus. Alcocer, député mexicain, prenait l'exemple de la "nation juive" pour démontrer que l'on pouvait parler de nation sans qu'elle eût une unité territoriale (54).

Mais pour Alcocer et d'autres, la définition proposée présente des problèmes. En étant une définition "physique" et non pas "politique" (55), elle concernait l'Espagne qui, pour eux était la Péninsule; donc, aussi le Portugal. Un député absolutiste modéré, Borull, avec un raisonnement historique, affirme aussi que le Portugal fait partie de l'Espagne. Au fond, cet élément de confusion possible pour Alcocer et Borull, était secondaire dans le débat. Le vrai problème était celui de considérer indispensable dans la définition de nation, pour qu'elle soit "politique", l'élément d'un gouvernement et des lois communes, et sur ce point la coïncidence entre le libéral Alcocer et l'absolutiste Borull mérite d'être commentée.

La pureté théorique libérale d'Alcocer (57) le faisait aboutir à une définition de nation juridique très moderne, en la faisant synonyme d'Etat.

"L'union de l'Etat consiste en le Gouvernement et la soumission à une autorité souveraine, et elle n'a pas besoin d'une autre unité. Elle est compatible avec la diversité (...) d'idiomes et de couleurs, comme chez nous, et même avec la diversité de nations différentes, comme les espagnols, les indiens et les noirs. Pourquoi donc, ne pas exprimer parmi des diversités si grandes, en quoi consiste notre union ? La réponse c'est : le Gouvernement"

(...)

Par toutes ces raisons, j'aurai voulu définir la nation espagnole comme étant "la collection des voisins de la Péninsule et des autres territoires de la Monarchie unis dans un seul Gouvernement ou soumis à une autorité souveraine. Je ne fais rien d'autre qu'appliquer pour notre nation la définition que je trouve chez les publicistes et les juristes de l'Etat en général : "une société d'hommes qui vivent sous un seul gouvernement."(58)."

Un autre libéral, Inguanzo, essayait de préciser un peu plus la théorie. Pour lui, la nation politique n'était une réunion confuse, mais celle faite sous :

"un certain Gouvernement et Constitution, ce qui constitue le lien qui les unit les uns avec les autres. Ainsi, j'entend que la Nation espagnole n'est bien définie que dans la mesure où l'on exprime la

réunion de ceux qui la composent sous leur Gouvernement constitutionnel, lequel est, pour ainsi dire, l'âme de leur association" (59).

Cette position libérale enfermait un piège que les absolutistes essayaient d'exploiter. Si la nation incluait le Gouvernement, on pouvait l'interpréter dans le sens que le roi faisait partie de la Nation. Donc, la souveraineté nationale devait être très nuancée car le roi y devait avoir son mot à dire. Si les lois communes constituaient la nation, les lois fondamentales existantes pouvaient être mieux défendues, et il n'y avait pas vraiment besoin d'une nouvelle constitution. Dans ce sens, la définition proposée par Borrull était assez subtile, car il proposait d'ajouter "sous un même gouvernement et nos lois fondamentales" (60). Llamas, un autre absolutiste un peu plus rude, montrait bien l'enjeu principal qui allait se jouer un peu plus tard dans la définition qu'il propose :

"Le peuple espagnol, qui nous a fait députés pour le représenter dans les Cortes Générales et extraordinaires, et souverain bien aimé, el señor don Fernando, forment un corps moral, auquel j'appelle la Nation ou Monarchie espagnole, en étant monarchique^{la} Constitution."

"La souveraineté réelle et véritable je ne l'admets que dans la Nation, car, au moment où l'on conçoit qu'elle peut être séparée dans le roi ou dans le peuple, on détruit la constitution qu'on a juré de maintenir" (61).

Soulignons au passage qu'il identifie Constitution aux lois fondamentales de l'Ancien régime en vigueur à ce moment là. L'alibi des libéraux sera d'essayer de faire passer la Constitution comme étant une "actualisation" des lois anciennes.

Ceci est très bien exprimé par un des rapporteurs - le libéral Oliveros -, dans une intervention qui précède la votation du texte sans modification.

"Dans cette définition on exprime que la Nation est la réunion de tous les espagnols des deux hémisphères, les familles particulières unies entre elles mêmes, car il n'y a jamais eu des hommes en état de nature; et s'il n'y avait quelqu'un, il n'arriverait jamais à l'exercice de sa raison. Ces familles s'unissent en société, et c'est pour cela qu'on dit réunion. C'est une nouvelle union et plus intime que celle qui existait auparavant entre elles, et des "espagnols des deux hemisphères", pour exprimer qu'ils sont aussi espagnols ceux de l'Amérique que ceux de la Péninsule, que "tous composent une seule nation". Cette nation, Sire, n'est pas en train de se constituer, elle est déjà constituée; ce qu'elle fait c'est d'expliquer sa Constitution, la perfectionner et mettre en clair ses lois fondamentales d'une façon telle qu'on ne puisse jamais les oublier et qu'elles soient toujours respectées."(62)

Il faisait allusion à l'intervention de l'absolutiste Llaneras qui soutenait, lui aussi, que la nation était déjà constituée. Seulement, son insistance trop poussée annonçait

déjà des résistances à "l'explication" de la Constitution prétendument existante que les libéraux voulaient réaliser,

"La Nation espagnole est déjà constituée; elle a et elle a toujours eu sa Constitution ou ses lois fondamentales, et elle a sa tête, Ferdinand VII à qui Votre Majesté, le premier jour de son installation, jura solennement comme roi et comme souverain."(63)

L'allusion au roi souverain est l'annonce de la vraie bataille politique : celle de la souveraineté de la Nation.

4.- La nation souveraine.-

"Les rois ont été faits par les nations pour elles : elles les ont fait pour leur bien à elles et non pas contre leur bien, et si elles n'ont pas établi par écrit les obligations mutuelles du Roi et de la Nation, ce n'est pas par cette mauvaise confiance -- qui donna des motifs à l'élargissement injuste du Pouvoir royal-- que la Nation a perdu ou peut perdre la souveraineté. Si elle la perd entièrement, elle n'est plus "Nation".(64)

Nation en train de se constituer ou Nation constituée ? Les absolutistes ne réussirent pas à entraîner les libéraux au débat dans lequel ceux-ci ne voulaient pas tomber. Ils prétendaient ne pas partir de zéro, ils manifestaient que la nouvelle Constitution ne contenait rien qui n'était pas consigné

"de la façon la plus authentique dans les divers corps de la législation espagnole...", la seule chose nouvelle étant la méthode de structuration (65). Evidemment, cette prétention ne tient pas debout. La Constitution de Cadix est le cadre législatif d'un état libéral, qui n'a rien à voir avec l'ancien régime, et elle peut être plus facilement comparée à la Constitution française de 1791 qu'aux franchises médiévales. Il est secondaire de savoir s'ils croyaient vraiment à l'argument du renouveau des lois; ce qui est clair c'est que l'unité du pays risquait d'être coupée si un secteur - minoritaire dans la société, en plus - essayait de faire table rase des sources de légitimation antérieures. Aussi, il faut noter le fait que l'image de continuité historique renforçait le sentiment national.

C'est pour cela qu'ils ont recours à l'image mythique du "démocratisme" de la société médiévale, prétendument effacé par l'absolutisme de la maison d'Autriche et les favoris des rois Bourbons (66). Dans ce saut au passé, on écartait la circonstance de que les Décrets de Nueva Planta imposés manu militari par Philippe V en 1716 aux territoires de l'ancienne Couronne d'Aragon (Aragon, Catalogne, Pays Valencien et Iles Baléares) impliquait la suppression de l'autonomie législative et les sources de droit public; néanmoins, on proclamait au Discours déjà cité, de s'inspirer aussi dans les lois fondamentales de ces territoires.(67)

L'opération de camouflage avait, malgré l'intelligence de ses protagonistes, un élément libéral trop difficile à faire passer inaperçu : la souveraineté nationale. A vrai dire on ne voulait pas le cacher; bien au contraire il figurait déjà au premier décret des Cortes, qui contenait sa déclaration constitutive et l'expression du désaccord avec la renonce à la couronne faite à Bayonne (68).

L'affirmation de la souveraineté nationale était d'une grande importance, car elle signifiait - nous l'avons déjà dit - changer la source de la légitimité. L'article qui la proclamait était très clair.

"Article 3ème.- La souveraineté réside essentiellement dans la nation, et de ce fait lui appartient en exclusivité le droit d'établir ses lois fondamentales et d'adopter la forme de gouvernement qui lui convienne."

C'est évident que la nation n'est pas liée par les lois antérieures qu'on prétend "rétablir". Elle a le droit d'établir ex novo ses lois fondamentales, de même que de choisir la forme de gouvernement. Il est compréhensible que la réaction absolutiste fût très forte : elle obtient que la dernière partie de l'article ("et d'adopter...") fût supprimée du texte définitif, mais elle ne pût être capable d'éliminer le principe de la souveraineté nationale.

Les arguments des absolutistes peuvent se distinguer selon la modération de leurs positions. Pour les plus durs, la nation espagnole avait été souveraine au début de son histoire. Octroyée aux premiers rois électifs, elle passa aux monarches héréditaires dont elle reste entre les mains d'une façon irrévocable.

"Personne ne peut et ne doit lui prendre [au roi] cette puissance suprême, la souveraineté. Même si elle n'a pas été dérivée sur sa personne royale par Dieu d'une façon directe, elle est déjà cédée à ses prédécesseurs, et elle correspond à notre désiré Ferdinand par droit de succession et de justice, car on lui a prêté serment et on l'a proclamé solennellement roi d'Espagne et des Indes." (69).

Si pour les plus radicaux des absolutistes la nation espagnole n'avait pas de souveraineté, du côté des modérés on acceptait le principe de la souveraineté nationale... à condition de considérer le roi comme faisant partie de la Nation (70), ce qui leur faisait demander - sans succès - la suppression du mot "essentiellement", pour éviter des interprétations qui excluraient le roi de la souveraineté. Borrull consacre une longue intervention à ce sujet (71), qui montre que la polémique autour du contenu de la définition de Nation n'était pas sans importance. De toutes façons, les circonstances historiques rendaient difficile la soutenance des arguments absolutistes, car la famille royale espagnole (en théorie "sous pression")

avait cédé sa couronne à Napoléon. On verra plus tard comment les libéraux ne manquèrent pas l'occasion de montrer le but négatif, où la logique des absolutistes conduisait. Disons pour l'instant, que certains absolutistes acceptèrent que les Cortes réunies à Cadix avaient une espèce de souveraineté par suppléance, en tout cas intérimaire (72), car la souveraineté ne peut revenir à la Nation qu'en cas d'interruption de la continuité de la dynastie (73).

Même pour ceux, parmi les absolutistes, qui soutenaient la théorie selon laquelle la Nation est souveraine avec le Roi, il était très difficile d'expliquer sa portée, après les cessions de Bayonne (74).

Pour les libéraux, la chose est bien claire : la nation est souveraine, et non pas le roi qui n'en fait pas partie : "La Nation, Sire, est souveraine; elle ne peut pas laisser un droit qui lui est essentiellement inhérent, qui la constitue comme nation, et si jamais elle le laissait, elle deviendrait un troupeau."(75). La Nation peut céder l'exercice de la souveraineté, mais seulement parcequ'elle a le droit à la souveraineté, et ce droit, elle ne le cède ni l'abandonne jamais (76), car il serait contraire aux fins de la société humaine - le bonheur et la sécurité - d'accepter d'autre pouvoir que celui qu'on a volontairement établi. A côté de ces arguments théoriques, ils montrèrent que la logique des abso-

lutistes conduisait à l'acceptation du pouvoir de Napoléon.

En effet :

"Charles IV [et Ferdinand aussi, mais il n'était pas politique de le rappeler] , roi de l'Espagne, agissant comme souverain superiorem non recognoscente in terra, pacta avec Napoléon le transfert de la couronne, il disposa de notre existence et de notre honneur et nous vendit aux français, en employant le haut pouvoir que notre soumission consentait dans ses mains. Si le roi est souverain, et non pas le peuple, ses actes seront légitimes, légitimes ses cessions, et les espagnols, des rebelles."(77)

"Si nous confondons l'exercice de la souveraineté avec la souveraineté elle même, quels arguments auront nous pour prouver les cessions faites à Bayonne ? Nous avouerons que la souveraineté de Ferdinand VII réside... Je ne vais pas salir mes lèvres en prononçant son nom."(78)

Il est un peu paradoxal de voir comment Napoléon, porteur des principes libéraux, s'appuyait, pour s'emparer de la couronne d'Espagne, sur des principes d'Ancien régime : le royaume = le patrimoine du roi. En agissant de cette façon, il fournissait des arguments aux libéraux espagnols qui lui résistaient, et qui les retournaient aussi bien contre lui que contre ceux qui auraient dû accepter la cession.

"Napoléon, pour usurper le Trône de l'Espagne, essaya d'établir comme principe inattaquable, que la Nation était une propriété de la famille royale, et sous une

si absurde supposition, il arracha à Bayonne la cession des Rois, père et fils. Votre Majesté n'eut pas d'autre raison pour proclamer solennellement dans son auguste Décret du 24 Septembre la souveraineté nationale (79), et déclarer nulles les renonciations de la Couronne d'Espagne dans cette ville à cause du manque de consentement libre et spontané de la Nation, et déclarer à la Nation même qu'une de ses principales obligations doit être, en tout temps, la résistance à l'usurpation de sa liberté et de son indépendance." (80).

En tous cas, l'article qui proclamait la souveraineté nationale enfermait deux risques (ou deux "possibilités" selon les avis) : on constatait que la majorité du peuple, de la Nation, se trouvait aux villages et aux ateliers, et elle "séduite et trompée", pouvait s'insurger contre ses "vrais" intérêts. Du côté des libéraux, personne ne répondit à ce problème posé par Inguanzo (81). Au contraire, l'autre risque ou possibilité, la faculté de la Nation de changer à son gré la forme de gouvernement, souleva un court débat lancé aussi par Inguanzo qui exprima d'une façon implicite le potentiel non-monarchique - c'est à dire, républicain - du principe (82). Le défi, qui avait été recueilli à l'avance par les libéraux dans une intervention très dure de l'abbé Terrero (83), fut accepté par la presse libérale.

"Quand on parle de Nation, on ne doit pas se limiter au congrès, sénat, prince ou empereur qui le gouverne, parce/^{qu'} aucune de ces choses sont indispensable pour

son existence, et presque toutes les nations ont changé de Constitution au cours des siècles. Or, quand on dit que la souveraineté réside dans la Nation, nous entendons par "Nation" la réunion d'individus qui la forment quelqu'il soit leur genre de gouvernement et sans la moindre relation avec le roi, même si le gouvernement est monarchique. Car, si un jour il cesse de l'être en devenant despotique ou démocratique, la Nation et ses droits ne cesseront d'exister par cette cause. Ces messieurs qui se sont scandalisés par cette doctrine (...) n'osent pas séparer l'idée de Nation de celle de roi. Qu'ils la séparent, qu'il n'y a aucun inconvénient en séparer dans l'imagination ce que nous voulons tous jouir uni."(84)

De cette façon, l'idée de nation des libéraux espagnols commençait à gagner son profil caractéristique dans la Constitution; nous avons vu quelles étaient leurs raisons conjoncturelles qui empêchaient de donner des définitions "à la Siéyès" des citoyens réunis sous un même gouvernement et par les mêmes lois, cela avait une lecture trop contraire aux intérêts des réformateurs, car le gouvernement, c'était Ferdinand - et pas forcément dans un cadre constitutionnel -, et les mêmes lois, celles de l'Ancien régime qu'on voulait transformer. D'où l'idée de nation "politique" qui peut exister indépendamment de la forme de gouvernement et qui emploie sa souveraineté pour établir un régime libéral, même si elle est censée le faire en puisant dans les lois médiévales.

5.- L'identité nationale.-

"L'Espagne, nation que l'on peut considérer faite par l'adjonction de plusieurs nations au fut et à mesure de l'intégration progressive des royaumes qui la composent, n'avait pas eu le temps de réunir ses habitants par l'influence d'un gouvernement heureux et illustré, lequel, sous l'uniformité des lois, fait oublier aux peuples les préoccupations d'anciennes rivalités."(85)

Jusqu'ici, nous n'avons presque parlé que de l'idée de Nation dans sa dimension juridico-institutionnelle. Elle ne s'exprime pas dans l'article premier qui contient la définition constitutionnelle de Nation : cet article, au fond - nous l'avons vu -, n'est que la concrétisation du deuxième sens du mot, d'après le dictionnaire de 1803. Si l'on veut trouver la Nation "politique" - pour employer les termes du débat -, il est préférable de chercher plutôt dans l'article 3 qui proclame la souveraineté nationale. Maintenant, il faut parler de la dimension culturelle de l'idée de Nation dans le cadre que nous avons choisi, ou, si l'on veut, s'interroger sur les caractéristiques de l'identité nationale espagnole proposée.

Les libéraux ont établi la signification politique de l'idée de nation, mais son contenu social - celui qui précise le genre de groupe auquel le mot "nation" fait référence -

ne dépasse pas trop l'éclectisme de la définition du dictionnaire, car il s'agit toujours de l'ensemble des personnes dont l'origine est espagnole. Ce qui change c'est l'annonce de que les espagnols ne sont plus des vassaux, mais des citoyens (86). Cependant, malgré le caractère flou de la définition libérale, nous essayerons de mettre en clair les éléments qui configurent l'identité nationale espagnole d'après les constituants. Nous traiterons d'abord les facteurs culturels, et en deuxième lieu les raisons pour l'insistance sur l'uniformité juridique et l'unité de représentation, en soulignant la portée des positions particularistes, quand elles sont présentes.

La religion doit figurer avant toute autre donnée culturelle à l'heure de présenter les traits caractéristiques de l'identité nationale espagnole. Sur ce point, au moins apparemment, l'unanimité des députés semble totale. Il suffit de voir l'article 12 :

"La religion de la Nation espagnole est la religion Catholique, Apostolique et Romaine, la seule véritable. La Nation la protège par des lois justes et sages, et il est interdit l'exercice de toute autre religion." (87)

Le Président avait proposé d'approuver l'article par acclamation, mais on eut besoin d'introduire des nuances pour le durcir, telle l'interdiction de l'exercice des autres confessions. Sur ce point, est remarquable l'accord entre les libé-

raux et absolutistes : un libéral - Inguanzo - demande le refus de la condition d'espagnol et la perte de leurs droits pour tous ceux qui n'étaient pas catholiques.

Mais cette défense de la religion était faite en vertu de l'orthodoxie plutôt que par fidélité nationale. Il faudra attendre jusqu'en 1821 pour qu'un illustre membre du clergé, d'orthodoxie plus que douteuse - Llorente - présente un texte où d'une forme explicite on présente la relation entre religion et solidarité nationale : Discursos sobre una constitución religiosa considerada como parte de la civil nacional (88).

La force des sentiments religieux et leur place dans la Constitution ne sont pas séparables, à ce moment là, d'une guerre qui, pour beaucoup de gens, était faite pour défendre les croyances qu'ils pensaient attaquées.

Les circonstances historiques avaient une grande importance. Une identité est renforcée par la constatation de différences (89) et il va de soi que les différences se radicalisent au moment de la guerre, au moment où l'autre devient "l'ennemi" ou "l'occupant" : un ennemi "de la nation espagnole" ? (90). Ce n'est pas toujours évident. On lutte pour la patrie, mais aussi pour le roi et la religion, et le succès du clergé, dans le domaine de la propagande résistante, est fondé sur le fait qu'il réussit à présenter l'étranger comme un ennemi de la religion. Cette manœuvre se révéla très mobilisatrice et

utile en même temps, contre les illustrés - ennemis de la religion aussi, pour les réactionnaires. Mais l'envahisseur est étranger, tout de même, et certains profitent de la contradiction "espagnol"/"français" pour justifier le besoin d'insister sur l'identité nationale espagnole. Voyons ce que nous dit Antonio de Capmany :

"Nous parlerons la langue de nos grands parents, bien de chez nous, laquelle était en train de mendier des morceaux d'argot francisant, malgré sa richesse. Nous apprendrons l'arabe, le grec et l'anglais; et après, l'italien et l'allemand s'ils arrivent à se débarrasser de la domination napoleonique, mais seulement s'ils le font. Notre langue redeviendra à la mode quand le génie et la sagesse des espagnols produiront des ouvrages dignes de la postérité, et au moment où la morale et la politique, dont nous allons fixer la juridiction, sortiront avec des habits et langage castillans."(91)

La phrase finale ne peut pas nous laisser indifférents, car elle montre la tendance à confondre "culture castillane" avec "culture espagnole", et chez Capmany, c'est intéressant. Catalan lui même, et bon connaisseur de l'histoire catalane du moyen age - dont les documents sont, bien sûr, écrits en catalan -, il devait savoir que la langue que ses grands parents et ses contemporains parlaient en Catalogne était le catalan, et non pas le castillan. Il était très bien placé pour le savoir, et, néanmoins, il réduisait l'identité cultu-

relle espagnole à celle de Castille. Ajoutons qu'il n'était pas le seul à se tromper sur le sujet de la langue. Un membre du clergé, Jarillo, dans sa réponse à l'enquête sur les problèmes que les Cortes devraient traiter, disait que dans toutes les provinces du royaume "on parle la même langue" (92). Même si, depuis le XVIIIème siècle, les autorités espagnoles avaient pris des mesures pour imposer le castillan, il faut reconnaître qu'on ne confondait pas toujours les politiques avec les réalités. Au moment de discuter l'article 12 qui annonçait une réforme de la division provinciale, un des rapporteurs disait :

"La langue des pueblos (93) et leurs habitudes, seront prises en considération au moment de la méditation profonde et mûre qui doit nous conduire au meilleur résultat. Surtout, nous devons être persuadés de que cette opération aura toujours pour objet l'unité de la Nation espagnole."(94)

Aussi, Gutierrez de la Huerta finissait le débat avec ces mots :

"Chacun sait au'on ne va pas mélanger les provinces dont le langage, éducation, moeurs et préoccupations soient différentes. Il s'agit de réunir celles qui soient des mêmes particularités, langue et caractère." (95)

D'après les débats constitutionnels, ils nous semble que

les liens qui constituent le soutien de la "réunion de tous les espagnols" ne sont pas principalement ceux de la langue ou de la culture; l'intérêt de Capmany est justement celui de la modernité exceptionnelle du nationalisme de son Centinela contra franceses : la nation culturelle - même faussée : son erreur sur la langue le prouve - est le soutien et la référence d'une structure politique qui tire sa légitimité de son adaptation au caractère national.

Si l'histoire est importante, la façon dont on la présente est un élément décisif pour forger la conscience de groupes. Mais l'intérêt pour l'histoire nationale, liée aux manifestations du volkegeist, c'est un apport d'un nationalisme à racines allemandes qui n'a pas encore été reçu en Espagne en 1808. Pour les constituants de Cadix - surtout pour les libéraux - le recours à l'histoire était utile dans la mesure où elle servait à légitimer une forme d'exercice du pouvoir. Les absolutistes, évidemment, préféraient l'histoire immédiate, tandis que les libéraux, favorisés par les mauvais souvenirs récents du despotisme, s'inclinaient pour une histoire différente :

"Les espagnols étaient au temps des goths une Nation libre et indépendante, et formaient un seul empire; après la restauration, même si les espagnols restaient libres, ils étaient divisés en états différents, plus ou moins indépendants selon les cir-

constances au moment où les royaumes se constituèrent. Réunis à nouveau sous une seule Monarchie, les espagnols furent libres un certain temps, mais l'union d'Aragon et Castille signifia tout de suite la perte de la liberté. Le joug devient chaque jour plus lourd et, jusqu'à tout récemment, nous avons perdu l'idée même de notre dignité. La seule exception est celle des provinces basques et celle du royaume de Navarre." (96)

Nous avons déjà vu la manoeuvre en ce qui concerne la souveraineté; elle consiste à présenter la réforme libérale comme étant fondée sur une tradition espagnole. Les franchises d'Aragon, les libertés de Navarre, sont un fondement valable parce que l'Aragon et la Navarre sont aussi l'Espagne (97) et la Constitution ne fait que "mettre à jour" les anciennes lois. Notons qu'on ne prétend pas suivre la tradition assimilationniste au droit castillan propre aux rois borbons : pour eux, la perception de l'histoire était plus large et comprenait tous les royaumes. Mais l'image de l'histoire était partielle; on ne cherchait que des traditions de droit public et non pas l'ensemble des racines de l'identité espagnole. (98)

6.- Les fondements : unité juridique et unité de représentation.

Où chercher donc le fondement de l'identité nationale ? De la part des absolutistes, la condition d'espagnol est inséparable de celle de sujet du roi de l'Espagne. Pour les libé-

raux, les liens sont horizontaux, et leur fondement n'est pas la culture mais la loi. Pour une définition de Nation comme celle de Sieyès, c'est l'identité de lois celle qui définit la cohérence du groupe. D'où l'intérêt des libéraux en ce qui concerne l'unification des droits et la codification. On peut dire que l'identité nationale est à construire, car on cherche ce qui pour eux en est le fondement - l'unité juridique - et c'est dans ce domaine, et non pas dans celui de la culture ou la langue, où s'amorce la tension entre le particularisme et la volonté d'uniformisation. Notons donc que c'est en référence au droit et aux divisions territoriales que les sentiments d'appartenance à une collectivité s'expriment.

Dans l'enquête - à laquelle nous avons déjà fait référence - sur les sujets dont les nouvelles Cortes devaient traiter, les opinions se manifestaient sur ce point, la plupart favorables à l'unification juridique :

"En ce qui concerne les franchises (fueros) des provinces qui avaient obtenu ces privilèges (...) il est intéressant faire quelques modifications. A vrai dire, nous sommes tous des espagnols et nous reconnaissons une seule Mère Patrie (...). Cependant il est toujours juste d'entendre sur ce point les représentants des dites provinces." (99)

"Nous sommes tous des espagnols, et il ne doit pas avoir de différences en ce qui concerne la substance et la façon d'obéir et servir les choses de béné-

fice commun de la nation entre les couronnes de Castille, Aragon, Galicie, Asturies, Andalousie, Navarre, et les Provinces : Valence, Murcia et d'autres. (...)

Il faut insister sur le fait qu'il y a une seule nation, et le nom de ceux qui la composent doit être seulement celui d'espagnol. Les appellations castillan, andalou, catalan etc. doivent être oubliés. Il ne doit avoir qu'un seul genre de lois pour établir les châtimens et les récompenses, et une seule façon de juger." (100)

"Une nation qui a certaines provinces avec des franchises différentes, c'est quelque chose de monstrueux. La nation espagnole, même étant un large royaume composé par des provinces différentes, peut et doit se gouverner par des lois générales, parceque dans toutes on parle la même langue, on a la même religion, les mêmes habitudes et une seule tête suprême. Des circonstances qui font possible qu'elle soit gouvernée par une seule législation, sans altération de franchises et privilèges différents." (101)

Nous avons choisi les textes dont les arguments dépassaient les raisons "techniques" pour montrer des intérêts "nationaux". Ce n'est pas seulement au nom de l'efficacité administrative que l'on veut unifier les lois: c'est aussi au nom de la nation espagnole.

De la part de ceux qui défendaient les législations particulières, des habitants des territoires de la couronne d'Aragon auxquels on avait enlevé leur droit public et leur auto-

mie législative, les arguments ne sont pas "patriotiques" : ils n'opposent pas l'allégeance à ses lois civiles ou la revendication de son droit aboli à l'allégeance aux lois communes; ce n'est pas un conflit de fidélités nationales, il s'agit d'arguments - quand il y en a - d'efficacité, toujours pragmatiques :

"Qu'on permette aux provinces de se gouverner selon leur code particulier, vu par le gouvernement, en enlevant tout ce que l'on croit inconvenient et augmenté par les lois que les nouvelles circonstances. La garantie la plus sûre de l'observation des lois c'est l'amour qu'elles inspirent, et elles seront probablement plus aimées par chaque province si elles les voient naître dans leur sein." (102)

Il n'est pas surprenant de trouver plus proches du particularisme à certains individus qui habitent des endroits qui avaient eu des lois propres, supprimées par la force. Ce qu'on demande c'est leur maintien ou, dans certains cas, une remise en vigueur de celles qui avaient été abolies. Mais on ne demande pas un pouvoir originaire, une souveraineté pour légitimer un pouvoir à elle. On le voit même en ce qui concerne la Catalogne, dans les textes de deux institutions qui sont opposées : la Junta résistante de la Catalogne et le Conseil Municipal de Barcelone, occupé par les français, donnant chacune des instructions à ses représentants, députés à Cadix ou envoyés à Bayonne. Ceux de Barcelone demandent que les

franchises particulières de chaque province soient respectées religiosamente. Les résistants attendent des députés catalans qu'ils luttent pour l'unité juridique mais - nuance - s'il n'y a pas une majorité aux Cortes qui soit d'accord ou l'on trouve des obstacles trop forts, ils doivent lutter pour récupérer les anciennes lois et franchises (103).

Il s'agit donc d'un patriotisme à portée limitée : la défense des lois propres, dont le souvenir est présent. Mais il est, en même temps, une volonté de défendre - dans le cas de certains catalans - une identité qu'on veut garder, même si on ne la considère excluante du sentiment d'appartenance à l'Espagne. Nous avons déjà vu que Mahamud voulait faire disparaître les appellatifs des provinces d'origine. Il n'était pas le seul : Foronda (104) voulait substituer dans la nouvelle division provinciale, les noms des provinces par des chiffres, et le débat de l'article 12 de la Constitution qui annonçait cette division, faisait craindre une organisation départementale. Pour certains, le fait de s'attaquer ainsi aux solidarités provinciales, c'était aller trop loin. Dans Centinela contra franceses, Capmany avait écrit :

"En France, donc, il n'y a pas de provinces ni nations; pas de Provence ni provençaux; pas de Normandie ni normands, leurs territoires ont été effacés des cartes et même leurs noms. Tels que des moutons, qui n'ont pas un nom individuel mais la marque com-

mune du maître, on leur a signalé des terrains limités soit par des fleuves, des côtes ou des montagnes, sous le nom de départements.(...) Ils s'appellent tous "français", en gros, comme s'ils étaient des moutons...

"Que serait-il arrivé aux espagnols, s'il n'y avait pas eu des aragonais, valenciens, andalous, asturiens, galiciens, catalans, castillans, etc. Chacun de ces noms enflamme et est signe d'orgueil, et avec ces petites nations se compose la masse de la grande Nation que notre conquérant ne connaissait pas..." (105)

Il s'agit d'un texte de propagande, mais qui prouve la force des sentiments "provinciaux". Aner, député absolutiste catalan dira :

"Personne est capable de faire que les catalans oublient qu'ils sont catalans. Moins que jamais, on ne doit penser à diviser la province de la Catalogne, car elle a droit à ce qu'on lui conserve son nom et son intégrité." (106)

Borrull annonçait des émeutes si les divisions avaient lieu, et un des leaders libéraux intervint pour apaiser les esprits au nom du sentiment espagnol de nation espagnole :

"Nous sommes en train de parler comme si la Nation espagnole n'était pas une seule, mais il y avait des royaumes et des états différents. Il faut que nous comprenions que toutes ces divisions de provinces doivent disparaître, et que la Constitution doit fondre toutes les lois fondamentales des provinces

de la Monarchie, surtout du moment où aucune n'y perdra rien.(...)

Si un étranger se trouvait ici sans nous connaître, il dirait qu'il y a six ou sept nations (...).

Je veux qu'on se souvienne que nous formons une seule Nation, et non pas une somme de nations différentes." (107)

De toute façon, c'était à ce moment là que le particularisme avait eu son niveau le plus élevé pendant les débats constitutants. Ce qui dans l'enquête préalable aux débats distinguait les particularismes - la défense des lois particulières -, disparaît au moment de la vérité. L'unité de législation, telle qu'elle était prévue par l'article 257 - unité des codes civil, criminel et de commerce - signifiait un pas en arrière pour les territoires qui, comme la Catalogne, avaient gardé leurs lois civiles; or, elle passe sans un mot en contre.

Ceux qui s'étaient prononcés pour l'intégrité territoriale de la Catalogne, ceux qui comme Borrull avaient plaidé, dans sa réponse à l'enquête, pour la remise en vigueur des franchises de Valence, n'interviennent pas dans le débat (108).

Dans la logique libérale, celle-ci était une victoire décisive pour assurer la cohésion nationale. L'autre était celle de l'unité de représentation. Evidemment, elle concerne surtout l'opposition à la représentation par états; sur ce point les libéraux réussirent à s'imposer. Mais il y a aussi le sentiment d'attachement que les députés peuvent ressentir

à l'égard de leur circonscription; nous avons déjà vu comme pouvaient jouer ces sentiments en ce qui concerne l'élection. Maintenant, il nous reste à souligner que, sur les principes, les positions libérales étaient très fermes. Certaines fois, au long des débats, les députés d'une province prenaient des initiatives collectives : à ces moments là ils trouvèrent des mots très durs d'un député que nous connaissons bien :

"Ici, il n'y a pas de province : ici il n'y a que la Nation, il n'y a que l'Espagne, représentée par Votre Majesté. Votre Majesté ne peut pas permettre qu'aucun des députés fasse des sollicitudes en faveur d'une partie sans consulter à l'ensemble." (109)

"Nous nous appellons députés de la Nation, et non pas de telle province ou de telle autre : hay diputados "por" Cataluña o "por" Galicia; pero no "de" Cataluña o "de" Galicia. Nous pourrions tomber dans le fédéralisme ou le provincialisme, qui briseraient la force et la concorde de l'union avec laquelle on fait l'unité." (110)

Il s'agit de Capmany, même s'il est difficile d'y reconnaître l'auteur de la revendication des provinces dont nous avons présenté l'extrait. Mais, ironie à part, Capmany reste cohérent avec son libéralisme, lequel fondé sur les solidarités réelles qu'il constate. Capmany cependant, est une exception dans la mesure où il est conscient des solidarités de groupe; la généralité se borne à une foi assez naïve dans

les pouvoirs de la Constitution, comme élément générateur de la solidarité espagnole.

"(Les Cortes) doivent nous donner une constitution tout de suite : une constitution adaptée à nos circonstances, qui fasse des provinces qui composaient cette large monarchie une Nation vraiment une (...)
Avec elle, la loi ne doit plus distinguer entre Valenciens, Aragonais, Castellans, ... tous doivent être des Espagnols, nom que tout le monde a l'orgueil de porter."(111)

"La Constitution nationale forge le caractère, les goûts et les habitudes d'un peuple; c'est elle qui lui inspire l'amour de la patrie fondé sur des habitudes impossibles à déraciner : c'est elle qui fait mourir d'envie le citoyen exilé dans un autre pays, car il a perdu les délices du sien." (112)

"La législation, le poids, la mesure et le costume doivent être le symbole qui caractérise la nation en général, et l'uniformité dans ces parties produira les effets les plus utiles pour l'ensemble."(113)

Cet état d'esprit libéral est aussi présent dans le discours de présentation du projet de la constitution où l'on manifeste le besoin d'un contrôle sur l'éducation.

"pour que le caractère soit national, pour que l'esprit public puisse s'adresser au grand objet de former de vrais espagnols, hommes honnêtes et qui aiment leur patrie." (114)

Après cette insistance sur l'égalité des lois et l'unité de la représentation, on ne doit pas se surprendre de trouver que les idées de fédéralisme et provincialisme aient toujours des connotations négatives au long du débat. Il est un lieu commun parmi les historiens, de parler du "fédéralisme instinctif" (115) de la révolte contre les français : les Juntas provinciales avaient tendance à agir chacune pour soi, même en négociant des accords directement avec les alliés britanniques (116), mais, d'après les débats, il semble évidemment que le fédéralisme ou simplement le provincialisme, appartiennent au genre d'instincts qu'il faut réprimer. Alcocer, député mexicain, arrivera à se vanter de ne jamais avoir prononcé le nom de sa province "pour ne pas être accusé de provincialisme". (117)

S'ils s'opposaient au provincialisme, comme synonyme d'attachement excessif à la circonscription d'origine, le fédéralisme était attaqué dans un plan plus théorique. Nous avons déjà vu les mots que Capmany dédiait à ceux qui ignoraient l'unité de la représentation nationale. Ajoutons maintenant que cette représentativité était exclusive des Cortes. Même si les conseils municipaux et provinciaux étaient formés par des élus locaux (ayuntamentos), on considérait que cela n'était qu'une particularité de la formation de ces organes du pouvoir, mais pas du tout un élément de représentativité.

"Dans la Nation, il n'y a qu'une représentation : celle du Congrès national. Si l'on acceptait que les conseils municipaux aient une représentation, et, en conséquence, qu'ils soient des corps séparés, ils formeraient une nation fédérée et non pas une seule nation indivisible." (118)

Le projet de Cadix est sans aucun doute un projet unitaire et centralisateur. Non pas seulement à cause du rejet verbal dans les débats du "provincialisme" et du "fédéralisme" : le modèle centraliste arrive à placer des autorités nommées par l'exécutif dans les gouvernements locaux (119). Il est évident que, si l'on juge l'histoire de l'Espagne, on peut affirmer l'échec de ce genre de modèle d'Etat, vues la contestation et les difficultés qu'il a subi. Mais pour être justes, ce verdict ne peut pas être émis sans nuances pour les constituants de Cadix. Sa tâche doit être mesurée en relation aux problèmes auxquels ils devaient faire face et par rapport au projet national qu'ils bâtirent. Ils voulurent une organisation politique pour les espagnols "des deux hémisphères"; dans l'un des deux, l'émancipation était déjà commencée.

7.- La crise de l'unité : les séparatismes.

En effet, l'invasion française et le vide politique à la métropole avaient signifiés la formation de Juntas, dont les relations avec le noyau de pouvoir établi à Cadix furent très

tendues, car, outre la contestation des autorités légitimes mises en place par les espagnols, elles représentaient une bourgeoisie créole de plus en plus consciente de l'incompatibilité de ses intérêts avec ceux de la métropole. Deux ans plus tard, en 1810, des soulèvements armés auront lieu à Buenos Aires et au Mexique. Les événements américains et leur reflêt aux Cortes de Cadix ont été déjà étudiés (120), et il est hors de la portée de notre mémoire de reprendre une réflexion d'ensemble. Néanmoins, il faut dire quelques mots à propos des réponses données aux problèmes américains, dans la mesure où elles complètent l'idée de l'Espagne forgée à Cadix.

Le désir d'indépendance d'importants secteurs ne se heurtait pas à un refus total dans l'opinion espagnole de l'époque. Sous Charles III, le ministre Aranda avait présenté en 1783 un projet qui prévoyait une certaine indépendance des colonies, qui resteraient unies sous la couronne, mais en jouissant d'une très large autonomie. Ce projet resta sur le papier, mais, au moment où les séances des Cortes s'ouvrent, cette idée - proche d'un Commonwealth avant la lettre - avait un certain soutien parmi des libéraux influents tels que Blanco White. Sous le titre "Intégrité de la Monarchie espagnole", il écrivait :

"Ce qu'on peut leur exiger [aux américains] c'est

qu'ils ne divisent pas la couronne de l'Espagne, mais jusqu'à présent ils n'ont pas montré le désir de la faire. Sauf que, avec une intention sinistre, on veuille leur faire dire à travers du mot indépendance qu'ils ont utilisé dans leurs proclamés.

Mais si l'on considère l'indépendance selon le sens auquel la reconnaissance de Ferdinand VII --laquelle les américains eux-mêmes confirment quand ils employent ce mot-- le réduit, elle n'est pas du tout contraire aux intérêts de la monarchie espagnole actuelle. Indépendance, sous l'obéissance des rois légitimes de l'Espagne, ne peut jamais vouloir dire séparation de ces territoires. Indépendance, ainsi comprise, c'est une mesure de gouvernement intérieur que tous les villages de l'Espagne ont pris selon les circonstances, et elle ne peut pas devenir un délit par le seul fait qu'elle soit prise par les américains."(121)

Ce long extrait reflète l'état d'esprit d'au moins une partie des américains. L'article 2 du Code Constitutionnel de l'Etat de Quito de 1812, déclare l'indépendance de son administration et de son économie intérieure, et l'article 5 reconnaît comme roi à Ferdinand VII (122). Mais la position des constituants de Cadix n'est pas si ouverte que Blanco White le désirait. Leur égalitarisme leur fit ne pas reconnaître dans la Constitution la complexité des problèmes du gouvernement d'Amérique. Il y eût des arrangements mineurs, mais l'unitarisme resta malgré les interventions des députés américains, qui ajoutaient

à leur pragmatisme des affirmations de patriotisme comme celle du député mexicain Guridi y Alcocer :

"Les américains aiment la Peninsule dont ils ne veulent jamais se séparer. Ils détestent, c'est vrai, le despotisme, ce qui est la seule origine des émeutes. L'amour qu'ils ont toujours eu pour l'Espagne, l'amour à Ferdinand, voilà ce qui leur donne du courage." (123)

Le doctrinarisme de la majorité des députés libéraux ne permit pas de trouver des solutions autonomiques pour les demandes des américains. En échange, les Cortes offrirent aux colonies une énorme rhétorique qui voulait effacer toute différence entre "L'Espagne européenne et celle d'outre-mer". Ce verbalisme eût son début avec le décret du 15 Octobre 1810 qui établissait l'égalité de droits entre tous les espagnols (124), laquelle n'arrivait pas, bien entendu, à ceux qui n'étaient pas de race blanche. Les premiers intéressés à limiter l'égalitarisme étaient les membres de la bourgeoisie créole. En tout cas, le décret du 15 Octobre devint la référence presque obligée des interventions sur l'Amérique, qui arrivèrent à établir le changement de nom des épiceries. Elles ne devaient plus être appelées "établissement de fruits coloniaux" (coloniales), mais "de fruits d'outre-mer" (ultramariños) (125). La presse libérale de l'époque reflète le contenu et l'intention de ce langage :

"Tout homme rationnel sait que la consigne plus importante et plus grandiose parmi celles que le gouvernement a émis pour terminer l'insurrection, a été celle d'affermir de plus en plus l'union des américains et des européens, en bannissant même ces adjectifs qui remarquent les différences. Maintenant nous nous reconnaissons tous sous le mot d'"espagnols", frères de religion, de lois et de moeurs." (126)

"Religion, lois et moeurs", voilà les éléments qui fondent l'identité nationale vis-à-vis de l'Amérique. Il faut souligner le fait que les références à la communauté culturelle acquièrent de l'importance à côté de l'égalité de droits dont nous avons déjà parlé. Quant ils considèrent la distance océanique qui sépare la nation et les remous des colonies, il leur est probablement indispensable de souligner les éléments communs de l'identité nationale. L'insistance sur le sentiment de communauté se trouve dans le décret cité du 15 Octobre, pour lequel les espagnols, européens et d'outre-mer, font tous partie de la même nation et de la même famille. Si l'on veut, en prenant la distinction faite par Tonnies (127) entre "communauté" et "association", le problème américain peut être décrit comme une coupure de l'"association" - la structure politico-juridique de la nation espagnole -, malgré la même "communauté" culturelle.

A la Péninsule, au contraire, on n'observe pas des dé-

sirs séparatistes, malgré les différentes "communautés" culturelles. Nous savons que, de la part de certains, il y avait un désir de récupérer les anciennes franchises, mais nous avons vu le succès de l'unitarisme et la nulle résistance opposée à l'annonce d'unification législative. Apparemment donc, si l'on juge à ce qu'on peut lire au journal des débats, la nation espagnole n'est pas mise en question au continent européen, et les séparatismes galicien, basque et catalan restent encore inconnus.

Cela dit, il faut ajouter que la recherche historique sur cette période a pu trouver des racines de ces séparatismes, au moins en ce qui concerne la Catalogne. Précisons : ce qu'on trouve, ce sont surtout des témoignages d'un sentiment d'identité catalane très farouchement gardé; c'est à dire, le sentiment de communauté sur lequel, plus tard, le nationalisme catalan essayera de bâtir son projet politique :

"Les catalans en général sont zélés partisans de l'indépendance; leur caractère fier leur fait considérer le roi d'Espagne plutôt comme un despote dont les aïeux les ont subjugués que comme un roi leur père et leur appui; aussi se sont-ils toujours regardés comme une nation particulière, indépendante et ennemie même des habitants de la Castille et des autres provinces de l'Espagne...". (Rapport à Duhesme du 29 Février 1810. Archives Nationales. Série A F, IV, 1603, in CONARD, Pierre Napoléon et la Catalogne Alcan, Paris, 1910, p. 13). (128)

"Les Catalans portaient une haine presque égale aux Castillans. Le souvenir des guerres de la succession, une jalousie nationale, l'esprit de liberté et d'indépendance, un éloignement naturel pour la Cour et pour l'intrigue, leur faisait détester cette portion des habitants de l'Espagne, et auraient pu les faire balancer dans le choix de leurs maîtres..."

Extrait du "Rapport Général sur la situation du Département des Bouches de l'Ebre", daté à Lérida le 1 Septembre 1812 et signé par Alban de Villeneuve, Préfêt du Département. (Archives Nationales. Paris, Série F 1e, 73). (129)

"Ils ont un orgueil national qui les porte à se croire supérieurs aux autres Espagnols; leur haine contre les Castillans est au-dessus de toute expression. Leur aversion pour les Français prend sa source dans les guerres fréquentes de leurs souverains contre les nôtres, elle s'est accrue par la longue guerre de la succession, a jeté de nouvelles racines dans celle de 1793, et s'est portée à son comble par celle de 1808.

La révolution d'Espagne, loin d'affaiblir le caractère des Catalans, n'a fait que le fortifier; elle a augmenté leur haine pour les Français, trait caractéristique des Espagnols : elle a développé chez eux un plus grand degré de férocité qui se manifeste contre les Français qui tombent entre leurs mains, et contre ceux de leurs compatriotes qui abandonnent leur cause; elle leur a rendu encore plus chers leurs coutumes, leurs usages, leurs habitudes. Nos lois, nos institutions même les meilleures leur déplaisent parce qu'elles viennent de nous..."

Extrait de l'"ESSAI SUR LA CATALOGNE CONSIDEREE DANS SA REVOLUTION, SON AGRICULTURE, SON COMMERCE, ET SON INDUSTRIE" daté à Gérone le 30 Mars 1812, et signé par le secrétaire général du Département du Ter, De Livoyr. (Archives de la Guerre, PARIS, MR 1341, 18-19). (130)

Les occupants français essayèrent de s'appuyer sur ces sentiments particularistes, surtout à partir de 1810 où Napoléon décide d'intégrer la Catalogne à son empire. Ainsi, par exemple, le "Diario de Barcelona" traduit son titre au catalan, et ses pages furent rédigées en catalan et en français. Néanmoins, tout cela ne changea guère la résistance. Si le patriotisme catalan existait, il n'était pas moins engagé dans la lutte pour la libération de toute l'Espagne. Le texte des instructions de la Junta Superior de la résistance de la Catalogne - auquel nous avons déjà fait référence (131) - montre l'ambiguïté de la situation : les députés doivent voter pour l'unité de législation; seulement, au cas où la majorité des Cortes n'y serait pas favorable, ils doivent défendre la justice du retour aux lois abolies en 1714. Ferran Soldevila a très bien décrit l'ambiguïté des sentiments catalanistes de cette période (132). Du côté des résistants donc, le patriotisme espagnol coexiste avec cet "orgueil catalan" généralisé dont les témoignages français que nous avons reproduit font état.

Pour trouver un projet politique national catalan, hors du cadre espagnol, il faut se tourner du côté de ceux qui collaboraient avec l'occupant. Notre mémoire se situe dans le cadre de l'élaboration de la Constitution espagnole et l'idée de nation qui en résulte, mais la réflexion ne serait pas complète sans faire référence au séparatisme catalan qui se tourne vers Napoléon. Ce qui nous intéresse c'est que ceux qui défendaient la secession, le faisaient en fondant leur projet politique sur l'identité culturelle catalane. On ne peut pas établir un parallélisme entre ces collaborateurs catalans - comme Tomas Puig ou le Baron de Gerando - et, dans la résistance espagnole, Antonio de Capmany. Ils partageaient aussi de l'identité culturelle, de l'attachement à la langue et à la législation propres, mais leur projet n'était pas l'établissement d'une Nation souveraine et indépendante. Leurs textes nous le disent, et en tout cas, l'alliance avec Napoléon n'y était pas le chemin le plus direct.

"Philippe quint (...) dépouilla la Catalogne de tous ses privilèges et exemptions, et abolis toutes les institutions Républicaines, dont les catalans étaient si fiers (...). Bien loin de détruire les prérogatives du peuple de Catalogne en leur donnant le plan d'Organisation de l'Empire Français, on établirait au contraire, des formules libérales par le moyen d'un Gouvernement Mixte entre le Républicain et la Monarchie. Ses dispositions feraient renaître leurs anciennes habitudes pour lesquelles ils conservent

encore de l'enthousiasme, et ils croiraient avoir réellement recouvert leur ancienne existence politique.

(Arxiu Tomàs Puig, Rupià. Documents 1.810 "Projet d'un Plan d'Organisation Politique de la Catalogne", 24 febrer 1810.

"(...) Dans cette province, l'on ne parle que l'idiome catalan et point du tout la langue espagnole; non obstant que le gouvernement antérieur eut pris toutes les mesures possibles pour obtenir cet avantage. Sous une autre considération, il ne serait pas régulier, que la Catalogne, formant un Gouvernement séparé du reste de l'Espagne, adoptât la langue d'une Nation que ne la domina plus.

Que la Catalogne soit réunie à la France ou qu'elle forme un gouvernement particulier; la politique dicte, d'y faire oublier tout ce qui a rapport à l'Espagne. (...) L'industrie de la Catalogne, était supérieur à celle des autres provinces d'Espagne (...) Le Code catalan sur le commerce, est le premier que l'on connaisse. Il a été adopté par différentes nations (...) Le catalan est actif, calculateur, bon marin, négociant et ami de l'argent. Cette dernière qualité, les a fait appeler par quelques politiques, les hollandais d'Espagne (...) La politique exige pour la consolidation du système fédératif de l'Europe, que la barrière des Pyrénées soit affranchie, et que toutes les places fortes de l'Espagne, qui sont presque de ce côté de l'Ebre, soient à la disposition de la Nation chef de Fédération. L'intérêt de la France et de la Catalogne, veut que l'Espagne ne reste pas trop puissante."

("Rapport présenté à Son Excellence, le Maréchal d'Empire Macdonald, Duc de Tarente, Gouverneur Général de la Catalogne, par le Docteur, Don Thomas Puig, Corréridor de Gerone, en Mai, 1810", Girona, 31 Mai 1810). (133)

"Le catalan hait l'espagnol, il ne veut pas être appelé espagnol. Cette disposition [pour l'usage du catalan dans les actes publics] pourrait être précieuse à réveiller, à saisir au moment où les desseins de Sa Majesté séparant la Catalogne de l'Espagne, on pourrait se prévaloir de souvenirs du passé, des antipathies existantes pour commander plus facilement à l'opinion et le choix de la langue autorisée dans les actes publics est peut être une des choses qui m'influe le plus à cet égard sur l'opinion nationale.

Du reste tous les juriconsultes de ce pays préfèrent le castillan, parce qu'ils sont plus habitués à écrire dans cette langue - qui est plus élégante, plus riche, plus parfaite, mais la langue catalane a sa grammaire, ses dictionnaires, sa littérature. Les Constitutions de la Catalogne, qui renferment tous les codes de cette province, écrites en catalan. Les notaires rédigent presque tous les actes en catalan, l'audition des témoins ne peut se faire qu'en catalan.

Telles sont les informations que je crois pouvoir donner à Votre Excellence avec une assurance entière en réponse à sa lettre du 9 de ce mois. Elle jugera dans sa sagesse quel parti peut être définitivement le plus convenable.

Je la prie d'agréer l'hommage de ma respectueuse

considération.

Gironne 26 Mai 1812 B. de Gerando

Lettre du Baron de Gérando, Intendant de la Haute Catalogne, au Ministre de la Justice (Archives Nationales. Paris, Série BB 5

"Organisation Judiciaire", 287 "Territoires annexés. Catalogne".) (134)

Ils ne le savaient pas, mais ces hommes avaient choisi le mauvais côté : celui des vaincus. L'histoire est très dure pour les collaborateurs de tout genre, et elle le fut aussi pour les afrancesados. Ce qui est original, dans ce cas, c'est qu'ils ajoutent à leur collaboration des motivations que l'on pourrait qualifier de "nationalistes" catalans. Vis-à-vis de l'Espagne, ils étaient des séparatistes, et, dans ce sens, ils allèrent plus loin dans ce projet que n'importe quel catalan à Cadix; cependant, la force de la résistance catalane contre Napoléon - or, contre eux - fut beaucoup plus importante. En plus, ils arrivaient trop tôt par rapport aux mouvements autonomistes catalans, dont la lutte contre l'Etat espagnol - le séparatisme, et non plus la seule lutte contre le pouvoir central - ne commencera à se manifester qu'à partir des années 70 du XIXème siècle (135).

Leur stratégie politique est plus proche de celle des institutions catalanes qui se situèrent en 1641 sous la protection du roi de France contre le gouvernement espagnol

Soldevila (1024-1067) sur cet épisode. Sauf qu'en 1641, ce fut une Catalogne érigée en République indépendante qui décida, par son propre gouvernement, et le choix de ces hommes fut fait après l'occupation de 1808.

CONCLUSION

Le parcours est fini, le libéralisme, et plus précisément Sieyès, ont donné aux constituants de Cadix un sens nouveau parce que politique - au mot "nation". Plus attachés au signifié juridique que communautaire du mot - sauf Capmany et les discours adressés aux américains -, ils auraient pu laisser les bases du premier nationalisme espagnol : l'idée de nation souveraine appuyée sur la solidarité du groupe. Les deux existaient, la première grâce à la Constitution et la deuxième - avec des nuances dues aux particularismes - renforcée par l'invasion. Mais le lien qui devait les unir n'arriva pas à s'établir. En 1814, l'absolutisme s'installe à nouveau sans une résistance populaire notable, ce qui fait penser que la solidarité de groupe n'avait pas débouché entièrement sur le sentiment d'allégeance envers la Nation; la fidélité au roi lui passait au-dessus. Plus encore, en 1823, le régime constitutionnel installé sous Ferdinand VII depuis 1820, est renversé par le roi avec l'aide des troupes françaises - les "Cent mil fils de Saint-Louis" -, et il n'y a pas du tout eu un mouvement de

résistance aussi fort que celui qui se souleva contre Napoléon, "l'ennemi de la religion" et le "gêolier" de la famille royale.

De son côté, l'idée de Nation de Cadix était trop liée à l'abstraction libérale dans sa formulation, loin de la culture concrète et de l'histoire réelle des peuples d'Espagne. Les constituants libéraux, en général, ne pensaient à l'histoire que pour justifier la persistance de la souveraineté de la Nation. Influencés par la pensée de Jovellanos, respectueux avec la tradition, ils cherchèrent des racines constitutionnelles dans les lois fondamentales d'un Moyen Age mythifié. Cette attitude, qui était probablement aussi une opération de camouflage, n'arrive pas à cacher le contenu révolutionnaire de la souveraineté nationale exercée par l'acte constituant, qui renversait la légitimité du roi. Cette justification par l'histoire, en plus, était très difficile à être crue par la majorité du pays, sous l'influence de prêtres réactionnaires qui n'étaient pas complètement imbéciles.

Les libéraux eurent recours au passé pour justifier ce qui était nouveau - une Constitution - mais non pas pour s'appuyer sur ce qui était le résultat de l'histoire et ses circonstances : le sentiment national espagnol des espagnols, dans la mesure où il existait, avec toutes les contradictions signalées. Dans ce cadre, les noms de Capmany et de Puig, ga-

gnent toute leur valeur. Au fond, telle qu'elle était formulée, la Nation espagnole du libéralisme lui était trop attachée pour lui survivre : "¡Muera la nación ! ¡Vivan las cadenas !", tel était un des cris qui - d'après Pons y Umbert (136) reçut en 1814 Ferdinand VII "le Désiré".

Ceci dit, il reste toujours le "¡Viva la nación ! ¡Vivan las Cortes !" qui, d'après Argüelles - un libéral témoin direct et peut être intéressé - accompagna les députés le jour de la séance d'ouverture le 24 Septembre 1810 (137). Il s'agit du même "Vive !" de Valmy, dans des circonstances très différentes, mais avec des motivations politiques pareilles. Mais le classique du nationalisme ne serait d'accord avec une paraphrase historique si frivole. Pour Hans Kohn (138), la guerre de 1808-1814 ne laissa pas les bases du nationalisme moderne en Espagne. Notre conclusion n'est pas catégorique, elle les laisse, mais mal implantées. Pour Kohn (139), la révolution française est la première grande manifestation du nationalisme; pour nous, la Constitution de Cadix aurait pu être la première petite manifestation du nationalisme en Espagne.

La Nation de la Révolution française était le Tiers Etat. Pourquoi aurait-elle insisté sur la culture ou la langue, les mêmes ^{des} absolutistes français, ses ennemis ? La Nation était le Tiers Etat, et sa lutte fut une guerre nationale, qui le devint encore plus quand ses ennemis français s'appuyèrent sur

des armées étrangères. En Espagne, l'ennemi c'est le français, étranger dès le début. Voilà donc qu'une guerre "d'indépendance" serait moins "nationaliste" qu'une révolution, qui au fond, n'est qu'une guerre civile; mais le paradoxe ne l'est qu'en apparence. Dans ce cas, les motivations sont plus significatives que les faits : en Espagne, le soulèvement ne se fait pas pour la nation souveraine; seuls les libéraux le font, isolés et en débat permanent avec les absolutistes. D'ailleurs, il faut compter avec eux pour libérer le pays. Pour bâtir une Nation de citoyens égaux devant la loi, il faut vaincre les privilégiés et le réformisme fut timide. Les libéraux avaient besoin des privilégiés pour vaincre les étrangers.

Le nationalisme, comme d'autres "ismes", est formé d'une idéologie plus un mouvement social. La révolution française avait les deux choses, qu'elle sut unir sur la base idéologique du libéralisme. Les libéraux espagnols avaient des idées équivalentes et il y avait un mouvement, le problème était de le faire devenir libéral. La contradiction principale n'était pas le libéralisme contre l'Ancien régime, comme en France; c'était l'Espagne contre l'occupation, et pour trouver le mouvement social ils auraient du avoir recours à l'identité nationale, aux sentiments de groupe face à l'étranger. Mais cela n'était pas facile, ils étaient minoritaires parmi un peuple sous l'influence idéologique du clergé; Capmany sem-

ble avoir perçu les éléments du problème.

Le mémoire est fini, et nous espérons avoir satisfait le propos de description de l'idée de Nation que nous avons fixé pour ce moment historique. Hors de cet objectif, la réflexion du paragraphe précédent n'a rien à voir avec la science politique, on appelle " uchronie " ce genre d'élucubrations. Néanmoins, pour l'histoire à faire du nationalisme en Espagne, il fallait souligner que les ingrédients de la recette étaient prêts./.

- 1.- SOBOUL, Albert: "Problème national et réalités sociales" Cahiers d'histoire de l'institut Maurice Thorez n. 12-13, 1975, pp. 11-39. BLAS GUERRERO, Andrés de: "Teoría y práctica del liberalismo ante el fenómeno nacionalista" Sistema n. 43-44, 1981, pp. 225-235
- 2.- WEBER, Max: Economía y sociedad, Fondo de Cultura Económica, México 1944, Vol. I, pp. 75-76. Dans une référence à l'Alsace, il nous offre un exemple où la nation "politique" l'emporte sur la nation "culturelle".
- 3.- RIBO, Rafael: "Aproximació metodològica al fet nacional" Recerques n. 4, 1974, pp. 117-135. Il présente quatre niveaux d'approche au fait national: a) historique et structurel b) idéologique c) juridique et institutionnel d) stratégique. Mes considérations sur les sens du mot "nation" s'y inspirent.
- 4.- CHABOD, Frederico: L'idea di nazione Laterza, Bari, 1974 (1ère ed. 1964). POLIN, Raymond: "L'existence des nations" in ALBERTINI, M. et al. L'idée de nation, Presses Universitaires de France, Paris, 1965, pp. 37-48. Nous croyons indispensable, pour préciser le sens des mots dans un moment historique, l'usage des dictionnaires de l'époque.
- 5.- CHEVALLIER, Jacques: "L'Etat-nation" Revue du Droit Public et de la Science Politique n° 5, 1980, pp. 1271-1302. Il nous offre une très bonne exposition de la conception juridique-politique de la nation et une très critiquable explication des bases des mouvements "régionalistes". Voir aussi TRAN VAN MINH Théorie générale de l'Etat. Recherches sur la notion juridique de l'Etat-nation (polycopié) Les cours de Droit, Paris, 1980.

- 6.- LINZ, Juan: "Early state-building and late peripheral nationalisms against the state: the case of Spain" in EISENSTADT, S.N. et ROKKAN S. (eds.) Building states and nations Sage, London, 1973, pp. 35-116 Vol II. Du même auteur, voir aussi "Politics in a multilingual society with a dominant world language: the case of Spain", in SAVARD, J.-G. et VIGNEAULT, R. (eds.) Les Etats multilingues: problèmes et solutions/Multilingual political systems. Problems and solutions, Les presses de l'Université Laval, Montréal, 1975, pp. 367-444 (surtout pp. 367-368).
- 7.- Une description récente du problème: GRAS, Solange et Christian: "La crise de l'Etat-nation: le cas espagnol" Pluriel n. 25, 1981, pp. 53-63.
- 8.- LLORENS, Vicente "Sobre la aparición de "liberal" Nueva Revista de Filología Hispánica n. 1 Vol. XIII, 1958, pp. 53-58. BERTIER DE SAVIGNY, G. de, ne partage pas ce critère in "Liberalism, nationalism and socialism. The birth of three words" Review of Politics n. 3 Vol XXXII, 1970, pp. 147-166, (pp. 152-153)
- 9.- CHEVALLIER, J.J.: "La naissance du nationalisme entre 1789 et 1848" in Evolution du Droit Public. Etudes en l'honneur d'Achille Mestre Sirey Paris, 1956, pp. 95-113. DELOS, J.-T.: La Nation. L'Arbre, Montréal, 1944, Vol II, pp. 22-39. RUGGIERO, Guido de: The history of european liberalism Oxford University Press, London, 1927, p. 410. Evidemment cette énumération ne prétend pas être exhaustive.
- 10.- KEDDURIE, Elie: Nationalism Hutchinson, London, 1979 (1ère. ed. 1963)
- 11.- MIRKINE-GUETZEVITCH, Boris: "La Constitution espagnole

- de 1812 et les débuts du libéralisme européen". in "Introduction à l'étude du droit comparé. Recueil d'articles en honneur d'Edouard Lambert Vol II, pp. 211-219 Sirey, Paris, 1938. FERRANDO BADIA, Juan: "Vicisitudes e influencias de la Constitución de 1812" Revista de Estudios Políticos n. 126, 1962, pp. 169-228
- 12.- BERTIER DE SAVIGNY, G. de, art. cit., pp. 155-161
- 13.- Sur les origines de la pensée contrerévolutionnaire en Espagne, HERRERO, Javier: Los orígenes del pensamiento reaccionario español Edicusa, Madrid, 1973. TIerno GALVAN, Enrique: Tradición y modernismo Ed. Tecnos, Madrid, 1962, pp. 139-151
- 14.- VILAR, Pierre "Patrie et Nation dans le vocabulaire de la guerre d'indépendance espagnole" Annales historiques de la Révolution française oct-dec. 1971, pp. 503-534.
J'emploie la version catalane parue dans VILAR, Pierre Assaigs sobre la Catalunya del segle XVIII (trad. Eulàlia Duran) Ed. Curial, Barcelona, 1973.
Ce mémoire doit beaucoup aux réflexions de cet article.
- 15.- Voir la communication consacrée à l'Espagne; ASSOCIATION FRANCAISE DE SCIENCE POLITIQUE Etude comparative des nationalismes contemporains. Table ronde 25-26 mai 1962
- 16.- AYMES, Jean-René: La guerre d'Indépendance espagnole (1808-1814) Bordas, Paris, 1973, p. 15
- 17.- GIL NOVALES, Alberto: "Política y sociedad" in "Centralismo, ilustración y agonía del Antiguo Régimen", Vol. VII de l'Historia de España dirigée par Manuel Tuñon de Lara. Ed. Labor, Barcelona, 1980, p. 267
- 18.- TUÑON DE LARA, Manuel: La España del siglo XIX Vol I Ed.

Laia, Barcelona, 1975, pp. 18-28

- 19.- Deux études essentielles sur l'illustration en Espagne: SARRAILH, Jean L'Espagne éclairée de la seconde moitié du XVIIIème siècle Imprimerie Nationale, Paris, 1954 surtout pp. 373-407, et HERR, Richard The eighteenth-century revolution in Spain Princeton University Press, Princeton (N.J.) 1958, surtout pp. 219-230. Elles traitent des réactions à l'article "Espagne" dans l'Encyclopédie méthodique française (1783) et des sentiments anti-illustrés et anti-français.
- 20.- Pour toute la littérature réactionnaire de l'époque, HERRERO, Javier, op. cit.
- 21.- MARX, K. article dans le New York Daily Tribune 27 Octobre 1854 in MARX, K. et ENGELS, F. Revolución en España Ed. Ariel, Barcelona, 1970, collection d'articles préparée par Manuel Sacristán, p. 93
- 22.- SOBOUL, Albert: "L'Espagne face à Napoléon" in FONTANA, Josep et al. La invasión napoleónica Universitat Autònoma de Barcelona, Bellaterra, 1981, pp. 185-198, p. 185
- 23.- SOLIS, Ramon: El Cádiz de la Cortes Instituto de Estudios Políticos, Madrid, 1958
- 24.- Une étude systématique de la Constitution de 1812: MARTINEZ SOSPEDRA, Manuel La Constitución de 1812 y el primer liberalismo español, Cátedra Fadrique Furio Ceriol, Valencia, 1978.
- 25.- FONTANA, Josep La crisis del antiguo régimen (1808-1833) Grijalbo, Barcelona, 1979, pp. 15-17.

- 26.- COMELLAS, José Luis: "Las Cortes de Cádiz y la Constitución de 1812" Revista de Estudios Políticos nº 126, 1962, pp. 69-112 (p. 79). ARTOLA, Miguel: Los orígenes de la España contemporánea Instituto de Estudios Políticos, Madrid, 1975 (1ère. ed. 1959) Vol. I p. 463. Sur les tendances politiques MORODO, Raul et DIAZ, Elias "Las tendencias políticas de los diputados de la Cortes de Cádiz" Cuadernos hispanoamericanos n. 201, 1966, pp. 637-675.
- 27.- La plupart de ces textes sont reproduits dans ARTOLA, M. op. cit., Vol. II.
- 28.- ARTOLA, M. op. cit. Vol. I, p. 331
- 29.- MIRKINE-GUETZEVITCH, Boris, art. cit. et "La Constitución de Cádiz" Revue d'histoire politique et constitutionnelle n. 1, 1939, pp. 48-62. SANCHEZ AGESTA, Luis: Historia del constitucionalismo español Instituto de Estudios Políticos, Madrid, 1974 (1ère. ed. 1955) pp. 83-124. SOLE TURA, Jordi et AJA, Eliseo: Constituciones y periodos constituyentes en España (1808-1936) Siglo XXI, Madrid, 1977, pp. 16-20
- 30.- art. cit. pp. 147-148
- 31.- REAL ACADEMIA ESPAÑOLA Diccionario de la lengua castellana (4ième ed.) Imprenta de la Real Academia, Madrid, 1803
- 32.- NACION. s.f. El acto de nacer. En este sentido se usa en el modo de hablar de NACION, en lugar de nacimiento; y así dicen : ciego de NACION. Nativitas
- NACION. La colección de los habitantes en alguna provincia, país o reyno. Natio, gens
- NACION. bax. --c'est à dire, bas, non raffiné-- Se usa frecuentemente en singular para significar cualquier ex-

trangero. Extera gentis homo

DE NACION. mod. adv. con que se da a entender la naturaleza de alguno o de donde es natural. "REAL ACADEMIA ESPAÑOLA"
Op. cit. p. 577

- 33.- ALCALA GALIANO, Antonio "Indole de la revolución en España en 1808" in Memorias Ed. Atlas, Madrid, 1956, Vol II, pp. 309-325 (p. 319)
- 34.- SMITH, Anthony D. "Neo-classicist and romantic elements in the emergence of nationalist conceptions" in SMITH, Anthony D. (ed.) Nationalist movements Mcmillan Press, London, 1976, pp. 74-87.
Voir aussi le texte d'ANER cité a la page 20
- 35.- Semanario Patriótico, cité par SEDANE, M^{re} Cruz in El primer lenguaje constitucional español Ed. Moneda y Crédito, Madrid, 1968, p. 78
- 36.- El Redactor general, in SEDANE, M^{re} Cruz, op. cit. p. 79
- 37.- El Procurador general de la Nación y del Rey 19 mars 1814, in HERRERO, Javier, op. cit. pp. 386-387
- 38.- VILAR, Pierre art. cit. p. 156
- 39.- Réponse à l'enquête qui précéda la célébration des Cortes, in ARTOLA, Miguel, op. cit., pp. 523-524, Vol. II.
Dans l'ouvrage cité d'HERRERO (p. 224), on peut voir des références sur les relations de Capmany avec Godoy et les "philosophes" français, plus intenses de ce que son radicalisme patriotique postérieur fait penser.
- 40.- PANADERO, Antonio in ARTOLA, Miguel, op. cit. Vol. II pp. 645-646

- 41.- Diario de Sesiones de las Cortes Generales y Extraordinarias (DSCGE) 2 -IX-1811 n. 335, pp. 1740-1741
- 42.- MARTINEZ SOSPEDRA, Manuel, op. cit. pp. 138-146
- 43.- DSCGE 27-IX-1811 n. 360 p. 1937
- 44.- DSCGE 27-IX-1811 n. 360 p. 1936-1937.
S'il l'avait lu, il se serait rendu compte de qu'il n'aurait pas eu besoin de modifier le dictionnaire tel qu'il était.
- 45.- SAINZ DE VARANDA, Ramón (ed.) Colección de leyes fundamentales Acribia, Zaragoza, 1957, pp. 29-73 (p. 42).
Sur cet aspect du sujet, voir aussi GUIDOMAR, Jean-Yves L'idéologie nationale. Nation, représentation, propriété Champ libre, Paris, 1974. VEGA GARCIA, Pedro de "El carácter burgués de la ideología nacionalista" Sistema n. 16, 1977, pp. 51-63
- 46.- AYMES, Jean-René, op. cit., p. 12
- 47.- CAPMANY, Antonio de Centinela contra franceses Imprenta Real, Sevilla, 1810 (1ère. ed. 1808)
- 48.- DSCGE 8-IV-1811 n. 191, p. 839
- 49.- El Redactor general 16 décembre 1811, in SEOANE, M^{re} Cruz, op. cit., p. 64
- 50.- Décret du 4 mai 1814, in MARTINEZ MARIN, Manuel Derecho Parlamentario Español Imprenta Hijos de J.A. García, Madrid, 1885, Vol. II, pp. 856-873 (p. 859).
Le décret fait référence à l'article 356: "Il y aura une force militaire nationale permanente de terre et de mer, pour la défense extérieure de l'Etat et la conservation

de l'ordre intérieur." Voir la discussion de l'article aux débats constitutants --il avait le numéro 360--: DSCGE 16-I-1812, n. 470, p. 2638-2639

51.- FLOREZ ESTRADA, Alvaro En defensa de las Cortes Ed. Ciencia Nueva, Madrid, 1967 (1ère. ed. Londres 1818). Texte préparé par Jesus Munarriz Peralta, p. 47

52.- in SEDANE, M^a Cruz, op. cit., p. 43

53.- Les références qui montrent aussi le caractère personnaliste de la définition pourraient s'appuyer aussi sur l'article 12, qui établit le catholicisme comme religion de la Nation espagnole. De même l'article 13: "L'objet du gouvernement est le bonheur de la Nation, car la finalité de toute société politique n'est autre que le bien-être des individus qui la composent".

Aussi, l'intervention du libéral Espiga, qui était rapporteur de la Commission :

"Il faut remarquer qu'il ne s'agit pas d'une réunion de territoires, comme certains l'ont suggéré, mais de volontés, car c'est cette réunion celle qui peut manifester la volonté générale qui peut former la Constitution de l'Etat."
DSCGE 25-VIII-1811 n. 327, p. 1690

54.- DSCGE 25-VIII-1811, n. 327, pp. 1687-1688

55.- Ibid.

56.- L'influence de la définition de Siéyes ("Un corps d'associés vivant sous une loi commune et représentés par la même législature") est évidente. J'emploie l'édition espagnole de son ouvrage: ¿Qué es el estado llano? (trad. José Rico Godoy) Instituto de Estudios Políticos, Madrid, 1950, p. 70

- 57.- Comme celle exprimée précédemment par Villanueva DSCGE 25-VIII-1811, n. 327, p. 1687
- 58.- C'est nous qui soulignons pour montrer l'ambiguïté dans laquelle tombe Alcocer: comment expliquer qu'il y ait des "nations différentes" dans une nation ? C'est quoi alors, une nation ? Une race, un Etat... ?
DSCGE 25-VIII-1811 n. 327 p. 1688
- 59.- DSCGE 25-VIII-1811 n. 327 p. 1689
- 60.- C'est nous qui soulignons. DSCGE 25-VIII-1811 n. 327 p. 1687
- 61.- DSCGE 25-VIII-1811 n. 327 p. 1687
- 62.- DSCGE 25-VIII-1811 n. 327 p. 1691. C'est nous qui soulignons.
- 63.- DSCGE 25-VIII-1811 n. 327 p. 1690. Nous avons souligné
 ✓ l (de ou, car il est probable qu'il ne soit pas un hasard de discours. Il fait allusion au texte du serment prêté par les députés. Nous conservons le texte espagnol, car la traduction lui ferait perdre son expressivité:
- "-¿ Juráis la santa religión católica apostólica romana, sin admitir otra alguna en estos reinos ?
- ¿ Juráis conservar en su integridad la Nación española y no omitir medio alguno para libertarla de sus injustos opresores ?
- ¿ Juráis conservar a nuestro amado Soberano, el Señor Don Fernando VII, todos sus dominios, y en su defecto a sus legítimos sucesores y hacer cuantos esfuerzos sean posibles para sacarle del cautiverio y colocarle en el Trono ?

-¿ Juráis desempeñar fiel y legalmente el encargo que la Nación a puesto a vuestro cuidado, guardando las leyes de España, sin perjuicio de alterar, moderar y variar aquellas que exigiese el bien de la Nación ?."

Cité par SOLIS, Ramón, op. cit., p. 258

- 64.- TUBIOLLS Y DE GORGO, Damián: Cartas de Juan de la Nación y Juan Vecino, escritas para la instrucción del pueblo sobre la soberanía y sobre el Rey (1ère. ed. 1810), in CASTRO, Adolfo de : Cortes de Cádiz Imprenta de Prudencio Perez de Velasco, Madrid, 1913, vol. I p. 318
- 65.- Présentation du projet de Constitution. SAINZ DE VARANDA, Ramón, op. cit. p. 29. Voir aussi l'essai de MARTINEZ MARINA, F. Teoría de Las Cortes Ed. Nacional, Madrid, 1979
- 66.- Ibid. pp. 35-36
- 67.- Ibid. p. 29
- 68.- Voilà les premiers mots du texte: "Les députés qui composent ce Congrès, et qui représentent la Nation espagnole, déclarent être légitimement constitués en Cortes générales et extraordinaires, et qu'en elles réside la souveraineté nationale." Décret du 24 septembre 1810, Colección de decretos u órdenes de las Cortes Generales u extraordinarias Imprenta Real, Cádiz, 1811
- 69.- L'évêque de Calahorra DSCGE 28-VIII-1811 n. 330, p. 1713
- 70.- C'est pour cela que Llamas commençait son intervention sur l'article 3 en disant: "Si l'on admet que la Nation espagnole est le corps moral composé du peuple espagnol et de son souverain, je n'ai rien contre" DSCGE 28-VIII-1811 n. 330 p. 1714

- 71.- DSCGE 28-VIII-1811 n. 330, pp. 1710-1712
- 72.- ARTOLA, Miguel, op. cit., Vol I p. 642
- 73.- Lera DSCGE 29-VIII-1811 n. 331 p. 1721
- 74.- Les positions absolutistes restent très clairement exposées dans le manifeste que Lardizabal envoya aux Cortes et qui fit un grand scandale. Il est reproduit dans LOPEZ-AYADILLO, Eugenio El Obispo de Orense en la Regencia del año 1810. Centro de Estudios Históricos, Madrid, 1918, pp. 296-329, surtout pp. 314-320
- 75.- Arguelles DSCGE 26-IV-1811 n. 207 p. 945
- 76.- Le Compte de Toreno, DSCGE 28-VIII-1811 n. 330 p. 1715; Gallego, DSCGE 29-VIII-1811 n. 331, p. 1717
- 77.- El Tribuno del Pueblo Español, in ARTOLA, Miguel, op. cit., p. 652. Souligné dans le texte. Vol I
- 78.- Golfín DSCGE 29-VIII-1811 n. 331 p. 1721
- 79.- Le décret déclarait nulle la cession "non pas seulement à cause de la violence [en réalité inexistante] qui intervint dans ces actes injustes et illégaux, mais surtout parce qu'il n'y avait pas le consentement de la Nation "Colección de decretos...", op. cit., p. 2
- 80.- Présentation du projet de Constitution, SAINZ DE VARANDA, Ramón, op. cit., p. 37
- 81.- DSCGE 29-VIII-1811 n. 331 p. 1723
- 82.- "Il faut avouer, qu'ici, et dans n'importe quel moment ou lieu où la Nation soit réunie, on pourra convertir la Mo-

narchie en n'importe quelle forme de gouvernement"
(Ibid. p. 1722). Voir aussi Lardizabal, in LOPEZ AYA-
DILLO, Eugenio, op. cit., p. 318

- 83.- "Que les têtes couronnées sachent que dans une situation fatale, dans un événement extraordinaire, pas facile, mais possible, la Nation réunie pourrait leur enlever leurs droits." DSCGE 28-VIII-1811 n. 330 p. 1708
- 84.- Semanario Patriótico in SEOANE, Maria Cruz, op. cit., pp. 68-69
- 85.- BLANCO WHITE, José Maria: "Reflexiones generales sobre la revolución española" El Español n. 1, avril 1810, dans Antología, préparée par Vicente Llorens, Ed. Labor, Barcelona, 1971, p. 225
- 86.- Pour voir la coexistence de conceptions de "nation" différentes, lire la citation d'Alcocer p. 26
- 87.- Le prédécesseur de cet article portait le numéro 13 au projet, et il est intéressant de voir le débat: DSCGE 2-IX-1811 n. 335 pp. 1745-1746
- 88.- Imprimerie de P. Baume, Bordeaux, 1821
- 89.- CONNOR, Walker: "Nation, building or Nation-destroying ?" World Politics n. 3 Vol XXIV, 1972, pp. 319-335 (surtout pp. 328-330).
- 90.- VILAR, Pierre: "Quelques aspects de l'occupation et de la résistance en Espagne en 1794 et au temps de Napoléon" in COLLOQUE DE BRUXELLES 29 ET 30 JANVIER 1968 Occupants-Occupés 1792-1815 Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie 1969, pp. 221-256 (surtout l'hypothèse lancée p. 252)

- 91.- CAPMANY, Antonio de: Centinela contre francesces Imprenta Real, Sevilla, 1810 (lère. Ed. 1808), pp. 18-19.
Que Capmany, auteur d'un traité de traduction français-espagnol, veuille bien nous pardonner.
- 92.- JARILLO, Miguel Agustín, in ARTOLA, Miguel, op. cit., p. 377 Vol II
- 93.- Le mot espagnol pueblo peut être traduit comme "village" ou comme "peuple". Pour ne pas prendre le risque de défigurer le sens, nous laissons le mot original.
- 94.- Fin de l'intervention de Leiva DSCGE 2-IX-1811 n. 335 p. 1744
- 95.- DSCGE 2-IX-1811 n. 335 p. 1745
- 96.- Présentation du projet de Constitution SAINZ DE VARANDA, Ramón, op. cit., pp. 35-36
- 97.- Réponse de Capmany à l'enquête qui précéda les séances des Cortes, in ARTOLA, Miguel, op. cit., 525 Vol. II
- 98.- Même sur le plan des symboles, la modernité du nationalisme de Capmany. Il y eut un débat marginal à propos du destin qu'on devait donner au drapeau gagné en combat aux volontaires espagnols qui luttèrent au côté du roi Joseph Ier, désigné par Napoléon. On proposa de les brûler, et Capmany fut d'accord: selon lui, il fallait éviter le passage à l'Histoire de la preuve de la trahison de certains espagnols. Mais --problème-- ces drapeaux avaient l'écusson de la nouvelle dynastie, dont les éléments étaient ceux traditionnels de la monarchie espagnole avec l'addition de l'aigle impérial. D'où la réticence d'un absolutiste, et la réplique

définitive de Capmany:

"Mr. Llamas: les armes de la Monarchie espagnole sont imprimées sur ces drapeaux; or, je ne crois pas juste les brûler entièrement. Qu'on sépare, et brûle l'aigle français, et tout ce qui fait référence au roi intrus, mais non pas le reste.

Mr Capmany: une monnaie fausse a le portrait du vrai roi, et, néanmoins, on le brûle toute entière."

DSCGE 22-Sèt. 1812 n. 662, p. 3739

- 99.- ALCANTARA CORRALES, Pedro in ARTOLA, Miguel, op. cit., p. 467 Vol II
- 100.- MAHAMUD, Manuel, ibid. p. 556 Vol II
- 101.- JARILLO, Miguel Agustín, ibid. p. 377 Vol II. Nous avons déjà fait référence à son affirmation sur la langue.
- 102.- RIUS, José, ibid. p. 434 Vol II
- 103.- AYUNTAMIENTO DE BARCELONA "Ideas que el Ayuntamiento de Barcelona considera podrán contribuir particularmente a que mejore el actual estado del Reino de España y del Principado de Cataluña", résolution du 24 mai 1808 in Libro de acuerdos del Ayuntamiento de Barcelona ff. 233-238. Institut Municipal d'Història. Barcelone
- 104.- ARTOLA, Miguel, op. cit., pp. 663-664 Vol I
- 105.- CAPMANY, Antonio de Centinela contra franceses op. cit. pp. 91-94
- 106.- DSCGE 2-IX-1811 n. 335 p. 1744
- 107.- Ibid. p. 1745

108.- L'article dit: "Le code civil, le code criminel et le code de commerce seront les mêmes pour toute la Monarchie, Les Cortes pourront établir des variations pour des circonstances particulières."

L'ambiguïté de la dernière phrase, qui n'enlève rien à la charge d'uniformisation de l'article --car ce sont les Cortes qui jugeront les "circonstances particulières"--, fit craindre au député libéral Gordoá que certains, "guidés par esprit de provincialisme prétendent, non pas uniformiser, mais maintenir à tout prix des pratiques et des coutumes louables jadis, mais aujourd'hui capables d'affaiblir ou casser le lien sacré qui doit unir tous les espagnols."(DSCGE 21-XI-1811 n. 415 p. 2306)

La Présentation du projet de Constitution éclaircissait un peu les choses en précisant que les différences de législation ne pourraient affecter "dans aucun cas" la partie essentielle de la législation. (SAINZ DE VARANDA, Ramón, op. cit., p. 54)

109.- DSCGE 30-VI-1811 n. 271 p. 1372

110.- DSCGE 21-I-1811 Vol VI consacré aux débats sur l'Inquisition, p. 4421. Nous avons respecté un jeu de mots intraduisible.

111.- Semanario Patriótico, in SEOANE, M^{re} Cruz, op. cit. p. 69

112.- PANADERO, Antonio, in ARTOLA, Miguel, op. cit., pp 645-646 Vol. II

113.- SALA, José, ibid. pp. 439-440 Vol. II

114.- SAINZ DE VARANDA, Ramón, op. cit., p. 71

- 115.- L'expression originale est de MENENDEZ Y PELAYO, Marcelino Historia de los heterodoxos españoles, Librería General V. Suárez, Madrid, 1932 (1ère. ed. 1882) Vol. VII, p. 8. Signalons que la conspiration révolutionnaire espagnole de 1792, dirigée par l'abbé Marchena et sous l'influence des girondins, prévoyait l'établissement d'une république fédérale. Voir ARTOLA, Miguel: La difusión de la ideología revolucionaria" Arbor n. 115-116 Vol. XXXI 1955, pp. 476-490 (p. 484)
- 116.- VILLA-URRUTIA, W.R. de: Relaciones entre España e Inglaterra durante la guerra de Independencia Librería de F. Beltrán, Madrid, 1911, Vol. I. pp. 98-101
- 117.- DSCGE 29-IV-1811 n. 210, pp. 962-963
- 118.- Le Comte de Toreno DSCGE 10-I-1812 n. 464 p. 2590
- 119.- Article 309: "Le gouvernement intérieur des villages se fera par des Ayuntamientos composés par le Maire ou Maires, les Regidores et le Procurador Síndico, présidés par le Jefe político s'il y en a. S'il n'y en a pas, le Maire présidera. S'il y en a deux, le premier nommé présidera."
- Article 324: "Le gouvernement des provinces résidera dans le Jefe superior, nommé par le Roi."
- 120.- RAMOS, Demetrio: "Las Cortes de Cádiz y América" Revista de Estudios Políticos n. 126, 1962, pp. 433-634
- 121.- El Español n. 5, août, 1810, in Antología préparée par Vicente Llorens, op. cit., p. 70
- 122.- RAMOS, Demetrio, art. cit., p. 613

123.- DSCGE 9-I-1811 n. 105 p. 328

124.- "Egalité de droits entre les espagnols européens et ceux d'outre-mer; oubli des événements des provinces d'Amérique qui reconnaissent l'autorité des Cortes.

"Les Cortes générales et extraordinaires confirment et sanctionnent le concept intouchable selon lequel les domaines espagnols des deux hémisphères forment une seule monarchie, une seule nation et une seule famille..."
Colección de decretos y órdenes..., op. cit., p. 10

Notons que ce décret contient une définition plus territorialiste --les domaines-- et plus communaliste --une seule famille--. La volonté politique d'apaiser les esprits l'emportait probablement sur la rigueur terminologique habituelle.

125.- DSCGE 4-IV-1811, n. 187, p. 823. Voir l'insistance sur la rigueur dans l'emploi des adjectifs qui signalent les différences entre l'Amérique et la Péninsule
DSCGE 10-VIII-1812 n. 629, p. 3519

126.- El Redactor General in SEOANE, M^a Cruz, p. 74

127.- TONNIES, Ferdinand: Comunidad y asociación Ed. Península, Barcelona, 1979, surtout pp. 250-252

128.- Cité par PUIIG, Lluís Maria de "Invasió napoleònica" i qüestió nacional catalana" in FONTANA, Josep et al. La invasió napoleònica, op. cit., pp. 55-79 (p. 74).
Souligné dans le texte.

129.- Ibid. p. 76. Souligné dans le texte

130.- Ibid. p. 77. Souligné dans le texte

131.- p. 46-47

132.- SOLDEVILA, Ferran Història de Catalunya 3 vols., Ed. Alpha, Barcelona, 1963, Vol. III, pp. 1262-1295 (p. 1269). Ses réflexions sont plus intéressantes dans la mesure où il est un historien catalan et "catalaniste". Ajoutons tout de suite, pour être justes, que son "atalanisme", en tout ce qui concerne l'objectivité historique, n'est pas moins dangereux que l'"espagnolisme" de beaucoup de grands historiens espagnols.

133.- Ces deux textes sont cités par CUCURULL, Felix in Panoràmica del nacionalisme català Ediciones Catalanes de Paris, Paris, 1975, Vol. I pp. 328-330, d'après la transcription de Lluís Maria de Puig in El pensament polític de tomàs Puig. Cucurull ne donne pas d'autres références sur l'ouvrage de Lluís Marie de Puig; il s'agit probablement d'une thèse doctorale.

134.- In PUIG, Lluís Maria de, art. cit., pp. 78-79

135.- Evidemment, il s'agit de lignes générales. GONZALEZ CASANOVA, José Antonio Federalisme i autonomisme a Catalunya (1868-1938) Ed. Curial, Barcelona, 1974, p. 64

136.- PONS Y UMBERT, Adolfo Lecturas constitucionales en la España del siglo XIX Gráficas Mundial, Madrid, 1933, p. 37

137.- ARGUELLES, Agustín de La reforma constitucional de 1812 Iter, Madrid, 1970 (1ère. ed. 1823), préparée par Jesús Longares. p. 129

138.- KOHN, Hans: The idea of nationalism, Collier Books, New York, 1969, (1ère. ed. 1944), p. 488. Un travail sur le nationalisme qui ne fait pas référence à Hans

Kohn, n'a pas l'air sérieux.

139.- Ibid. p. 3

dad hacia la intervención, en lo que considera «sus» asuntos, de otros elementos externos a ella. Sin embargo, ningún universitario serio considerara que la política de transportes deba estar en manos de los trabajadores de RENFE, ni que las opciones de salud pública deban decidirlas los médicos como corporación, o las políticas de vivienda, los colegios de arquitectos. Ya va siendo hora de que la Universidad española abandone su aislamiento.

La Universidad debe acudir, como institución cualificada, a la conformación de una opinión pública correctamente informada sobre los problemas que la afectan y sobre las grandes opciones entre las que la sociedad debe elegir. Parecería que lo anterior es una gran afirmación que *va de soi*, pero en la realidad no se está produciendo. La Universidad está hoy en una mera situación defensiva, en la que se entremezcla la continua queja acerca de la poca atención que la sociedad le presta con la repetida petición de que «se la deje tranquila» en su propio ámbito, que nadie se interfiera en lo que acontece en su bien guardado reducho. Una sociedad que no presta a la Universidad el interés que esta merece objetivamente es una sociedad ciega frente a los beneficios que la Universidad puede aportarle; esto se dice con frecuencia, pero no tan frecuentemente se añade que ninguna sociedad es ciega frente a unos beneficios evidentes, y que la Universidad ha de hacer el esfuerzo de ofrecer estos beneficios y de mostrar a la sociedad la utilidad de su actividad. No puede encontrarse lo que no se busca, y la mejor manera de no encontrar predispuesta a la sociedad es querer mantenerse lo más lejos posible de la fiscalización de la misma.

LA TEORIA DEL NACIONALISMO DE ANTHONY D. SMITH

XAVIER ARBÓS

Revista de Política Comarcal

n. 6, otoño 1981

I. INTRODUCCION

Si hay sociólogos especializados en el estudio del nacionalismo, entre ellos figura Anthony D. Smith. Se requiere un cierto esfuerzo para leer los centenares de páginas que ha consagrado al tema, pero hay que reconocer que su honestidad intelectual le lleva siempre a expresar claramente lo que se propone probar, dando al mismo tiempo los medios de criticarle. El mejor ejemplo es su libro *Theories of nationalism*¹, del que la mayoría de sus artículos posteriores constituyen un desarrollo bastante armonioso. Sin duda hay modificaciones, sobre todo de terminología, pero —riguroso en el empleo de las palabras— nos lo hace saber siempre². También ha cambiado un poco el objeto de sus reflexiones: en sus trabajos más recientes muestra un interés más acentuado por el nuevo despertar de los nacionalismos contemporáneos. Pero su armazón conceptual sigue siendo el mismo, fundado sobre una cantidad enorme de referencias sobre cualquier grupo étnico³.

¹ SMITH, Anthony D., *Theories of nationalism*, Gerald Duckworth, Londres, 1971. Nos referiremos en adelante a la versión castellana de Lluís Flaquer, *Las teorías del nacionalismo*, Península, Barcelona, 1976. Dicha versión cuenta con un prólogo de Carlota Solé.

² Véase, por ejemplo, la explicación de su cambio de terminología («ethnocentrism» en lugar de «nacionalismo etnocéntrico»), en «Ethnocentrism, nationalism and social change», *International journal of comparative sociology*, vol. XIII, número 1, 1972, págs. 1-20 (págs. 7-11, sobre todo pág. 10, n. 1).

³ «Towards a theory of ethnic separatism», *Ethnic and racial studies*, vol. II, núm. 1, 1979, págs. 21-37; *Nationalism in the twentieth century*, Martin Robertson, Londres, 1979.

Por lo que concierne a sus fuentes bibliográficas⁴, no podemos pasar por alto el olvido de autores que han estudiado los nacionalismos en España, y que estaban a su alcance: Pierre VILAR y Juan J. LINZ. En general, la bibliografía empleada por Smith revela un «anglocentrismo» bastante lamentable, ya que cuando se trata de elaborar una teoría del nacionalismo conviene diversificar los orígenes nacionales de las fuentes. Y la crítica a su bibliografía no puede limitarse al etnocentrismo: hay terrenos, ciertamente poco habituales para los investigadores anglosajones, en los que se han dicho cosas que están claramente relacionadas con el nacionalismo y que Smith apenas toca. Pensamos en las reflexiones que, desde un punto de vista jurídico, se han hecho sobre el tema del Estado-nación y que, lo mismo que las relaciones nacionalismo-Estado, reciben un tratamiento bastante pobre por parte de Smith⁵.

Pero su obra merece ser analizada, y no solo para hacerle reproches sobre su estilo o su bibliografía. Para ello, nos proponemos describir su teoría del nacionalismo siguiendo su propio esquema, y señalando sobre la marcha sus aspectos más criticables.

II. UNA TEORÍA SOCIOLOGICA DEL NACIONALISMO

1. Los sociólogos y el nacionalismo

Smith no duda en acusar a sus colegas, «de Comte a Marx y de Parsons a Dahrendorf», de haber olvidado —*neglected*— el nacionalismo⁶. Uno está tentado de juzgar exagerada esta afirmación; primero, por el número de referencias bibliográficas que el mismo Smith emplea y, luego, porque realmente se encuentran grandes apellidos de la sociología interesados en estas cosas⁷. Con todo, incluso si «olvidado» es una palabra algo fuerte, hay en su reproche algo de razón: la ambición expli-

⁴ SMITH, Anthony D., «Nationalism. A trend report and bibliography», número monográfico de *Current sociology/La sociologie contemporaine*, vol. XXI, número 3, 1973.

⁵ Véase la recensión sobre *Theories of nationalism* hecha por YOUNG, Nigel, en *Contemporary sociology*, vol. V, núm. 2, 1976, págs. 180-181, donde esboza una crítica en el mismo sentido.

⁶ *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., pág. 3. En «Ideas and structure' in the formation of independence ideals», en *Philosophy of social sciences*, vol. III, número 1, 1973, págs. 19-39, esta acusación se formula al mismo tiempo contra el «marxismo y la sociología» (pág. 19). No dice nada a propósito de los sociólogos marxistas.

⁷ Véase la recensión citada de YOUNG, Nigel, pág. 180.

cativa de sus ensayos sobre el nacionalismo no tiene, probablemente, muchos predecesores.

¿Por qué los sociólogos habrían renunciado a trabajar sobre el nacionalismo? Según Smith, ha habido un abandono de los sociólogos en favor de los historiadores. El oficio de estos sería el estudio de lo particular, de lo específico. Los sociólogos, por su parte, intentan descubrir las leyes de la evolución de las sociedades bajo una perspectiva global, para la cual los movimientos sociales —y entre ellos el nacionalismo— solo son «accidentes». A este pecado de la sociología, Smith lo llama «evolucionismo». Y ha cometido otros: «universalismo» y «estructuralismo».

El «universalismo» es un pecado de orgullo: la voluntad de tener una vocación universal conduce a pasar por encima de la apología de lo particular, esto es, del nacionalismo. En cuanto al «estructuralismo», se define por la tendencia a tener una visión estrecha e instrumentalista del nacionalismo, que no sería más que un arma de la burguesía o un vehículo de las aspiraciones modernizadoras de los intelectuales. La culpa del «estructuralismo» sería la negligencia de la importancia de la cultura y de lo subjetivo en relación con la estructura social. GELNER —el adversario teórico favorito de Smith, junto con KENNEDY— es hallado culpable de «estructuralismo».

2. Las teorías del nacionalismo según Smith

Quizá no entre los sociólogos, pero en todo caso sin salir de las ciencias sociales, Smith se las arregla para encontrar una bibliografía suficiente para clasificar las teorías explicativas de la aparición del nacionalismo⁸. La clasificación más reciente, aparecida en 1973 en *La sociologie contemporaine*, es también la más detallada, aunque los criterios de clasificación y de agrupamiento de los estudios bajo epígrafes distintos no son siempre claros. Smith distingue entre:

teorías psicológicas;
teorías marxistas;

⁸ «Ethnocentrism, nationalism and social change», art. cit., págs. 3-4, «Ideas and structure' in the formation of independence ideals», art. cit. págs. 20-22.

⁹ «Theories and types of nationalism», *Archives européennes de sociologie*, vol. X, 1969, págs. 119-132 (págs. 127 y sigs.); *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., págs. 57-214; «Nationalism. A trend report and bibliography», art. cit., págs. 47-95 y 136-140.

teorías que ligan el nacionalismo a la urbanización y a la industrialización;
teorías que establecen una relación entre nacionalismo y comunicación social;
teorías que insisten sobre el aspecto lingüístico de la reivindicación nacionalista;
teorías que subrayan el papel de las *intelligentsias*.

Uno no ve claro por qué no habría una teoría funcionalista si hay, según Smith, teorías clasificables en virtud de su «marxismo». Además, la clasificación de la bibliografía en la obra citada no es muy coherente con el texto. En efecto, allí no hay más que dos grandes apartados: teorías «psicológicas y filosóficas», por un lado, y teorías «sociológicas», por otro.

La clasificación más antigua, que aparece en su libro *Las teorías del nacionalismo* y en el artículo precedente «Theories and types of nationalism», es probablemente más clara, y vamos a tratarla con más atención.

2.1. *El «difusionismo»*.—El enfoque difusionista caracteriza sobre todo a la concepción histórica del nacionalismo¹⁰, y nombres como los de HAYES, TREVOR-ROPER, KOHN y, sobre todo, KEDOURIE son asociados a esta corriente. Según Smith, tal interpretación se apoya sobre los siguientes puntos:

1. Todos los hombres ansían la seguridad y desean pertenecer a un grupo humano de algún tipo.
2. El nacionalismo es una ideología que crea nuevos grupos, que pueden sustituir a la seguridad perdida proporcionada por los antiguos.
3. Su éxito consiste no solo en la propensión a la creación de

¹⁰ «Theories and types of nationalism», art. cit., págs. 127-128; *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., pág. 57; en general, todo el capítulo II; «Ideas and 'structure' in the formation of independence ideals», art. cit., págs. 20-25; SMITH, Anthony D., *Social change*, Longman, Londres, 1976, págs. 70-93; «The diffusion of nationalism: some historical and sociological perspectives», *British journal of sociology*, vol. XXX, núm. 2, 1978, págs. 232-248 (págs. 233-240). Smith también ha trabajado sobre aspectos históricos del nacionalismo: «Neoclassical and romantic elements in the emergence of nationalist conceptions», en SMITH, Anthony D. (dir. de ed.), *Nationalist movements*, Macmillan Press, Londres, 1976, págs. 74-87.

grupos, sino en su poder destructivo, ante el cual las otras creencias y estructuras se desvanecen»¹¹.

Dichas bases explicarían la buena recepción que el nacionalismo ha tenido en todas partes, como respuesta a esos problemas. Hay que hablar de «recepción», ya que —es la tesis central de los «difusionistas»— el nacionalismo es una doctrina inventada en Europa¹² que se ha expandido por todas partes.

Smith critica fuertemente este enfoque, por el carácter determinista atribuido a la imitación del nacionalismo europeo. La adopción del nacionalismo se hace por razones psicológicas —orgullo herido, sentimiento de discriminación—, y responde a necesidades también psicológicas: el sentimiento de pertenencia, en crisis por el estallido de la sociedad tradicional. «Lo que debemos explicar —afirma Smith—, y lo que la invocación de un universal sentimiento de pertenencia no puede explicar, es por qué los hombres han optado por transferir sus fidelidades, actividades y definiciones de identidad al Estado-nación desde otras unidades [clanes, pueblos, imperios] que a menudo se hacen la competencia. Tampoco puede explicar por qué los hombres no han empezado a comportarse así más que recientemente»¹³.

2.2. *Nacionalismo y desintegración social*¹⁴.—Un segundo grupo de explicaciones del nacionalismo está formado por aquellas que lo presentan como un producto resultante de la desintegración de las sociedades tradicionales.

En este terreno, Smith estudia las interpretaciones funcionalistas de EISENSTADT y de SMELSER —calificados de «funcionalistas neoevolucionistas»¹⁵— y, por otro lado, las de DAVID APTER. En cuanto a los primeros, se puede establecer su posición común diciendo que el nacionalismo es uno de los movimientos de protesta que acompañan las

¹¹ *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., pág. 59.

¹² KEDOURIE, Elie, *Nationalism* Hutchinson, Londres, 1979 (1.ª ed. 1960), pág. 9. Kedourie empieza su libro con esta afirmación.

¹³ «The diffusion of nationalism: some historical and sociological perspectives», art. cit., pág. 239.

¹⁴ «Theories and types of nationalism», art. cit., págs. 128-129; *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., págs. 78-106; «Nationalism. A trend report and bibliography», art. cit., págs. 64-68.

¹⁵ *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., pág. 82. Se puede encontrar una reflexión más amplia de SMITH sobre el «funcionalismo neo-evolucionista» en su libro *The concept of social change: a critique of the functionalist theory of social change*, Routledge and Kegan Paul, Londres, 1973, págs. 133-148.

tensiones inherentes a los procesos de modernización; la ideología nacionalista constituiría el fundamento de la nueva identidad colectiva. Por su parte, ARTER —y siempre según Smith— presenta el nacionalismo unido a los procesos de rápida industrialización de los países no occidentales. El nacionalismo sirve para la identificación entre el individuo y el Estado, al tiempo que crea una fuerte solidaridad. Es la «religión política», que cumple las mismas funciones que la religión *tout court* en las teocracias como el Japón de los Meiji.¹⁶

Smith opone a los enfoques funcionalistas diversas críticas¹⁷: los conceptos de «tradicción» y «modernidad» son tomados como si fueran estados reales por los que todas las sociedades deberían pasar, para poder satisfacer «necesidades» juzgadas tales por el estudioso de turno, a menudo con una óptica demasiado occidental. Así, el papel del nacionalismo es el de una terapia contra las crisis de la modernización. El simplismo de la explicación no permite comprender las variedades del fenómeno nacionalista, y lo convierte en un *deus ex machina* de la cohesión social.

Vecinos de los funcionalistas, nos encontramos a los que, como KORNGHAUSER, forman el cuadro explicativo del nacionalismo a partir del reciente proceso de urbanización o, de forma más general, por la formación de las sociedades de masa. El desarrollo y la crisis de las elites tradicionales hacen que el individuo aislado en la gran ciudad pueda estar disponible para integrar los movimientos extremistas, y entre ellos el nacionalista. Según Smith, KORNGHAUSER generaliza en exceso su análisis del periodo de Weimar. El nacionalismo no siempre es extremista —Smith cita como ejemplo el Congreso Nacional Indio—, y algunos movimientos nacionalistas se han formado a partir de asociaciones de antiguos miembros de tribus, lo que prueba que en la ciudad sus miembros no estaban aislados ni habían cortado completamente sus antiguos lazos.

2.3. *Los enfoques conflictuales*¹⁸.—En el origen más o menos lejano

¹⁶ Sobre la religión política, véase «Nationalism and religion. The role of religious reform in the genesis of Arab and Jewish nationalism», en *Archives des sciences sociales des religions*, núm. 35, 1973, págs. 23-43 (págs. 24-25).

¹⁷ Para su crítica global del funcionalismo, *The concept of social change: a critique of the functionalist theory of social change*, ob. cit.

¹⁸ «Theories an d types of nationalism», art. cit., pág. 129; *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., págs. 107-132; «Nationalism. A trend report and bibliography», art. cit., págs. 55-63. Sobre el marxismo, véase también «Ideas' and 'structure' in the formation of independence ideals», art. cit., págs. 19-22.

no de estas tesis se sitúan el pensamiento marxista y sus reflexiones sobre el nacionalismo. De ellas, Smith critica la incoherencia de su modelo de Estado poderoso, en relación con la situación de los pueblos que no pertenecen a la Europa occidental.

El enfoque anticolonialista contemporáneo se inspira en el análisis marxista del desarrollo del capitalismo y del imperialismo. Su versión más simplificada y elemental presenta el nacionalismo como la reacción «natural» de los habitantes frente a los invasores. Smith ataca esta tesis oponiéndole ejemplos de ocupación sin resistencia, y de resistencias hechas no en nombre de la «nación», sino en nombre de la dinastía reinante o de la religión¹⁹. En cuanto a las versiones más elaboradas, presenta en primer lugar la tesis de WORSLEY sobre el imperialismo capitalista, cuyo objetivo principal es la explotación económica. El colonialismo genera en los países colonizados una elite educada, de la que saldrán los primeros nacionalistas; luego, el nacionalismo alcanzará a las clases medias, a los obreros de las ciudades y a los campesinos. Este nuevo nacionalismo aparecerá mezclado con la revolución social por la descolonización y el desarrollo.

Smith señala la ambigüedad en que se cae al presentar el «desarrollo» como un objetivo de los nacionalistas. Se trata de un concepto demasiado equívoco, que los diferentes sectores que sostienen el nacionalismo no pueden entender de la misma forma, especialmente cuando su nacionalismo tiene contenidos religiosos tradicionalistas.

Más alejada de las influencias del análisis del imperialismo hecho por LENIN, HOBSON y HILFERDING, que Smith evidencia en WORSLEY, se presenta la tesis de J. H. KAURSKY, llamada «del grupo de interés». Según esta reflexión, la industrialización ha dado lugar en los países colonizados a consecuencias muy distintas de las que provocó en los países europeos. Las tensiones que acompañan a la industrialización conducen a la coincidencia de todas las capas sociales de las colonias en la puesta en causa del estatuto colonial. Los intereses materiales y culturales de los intelectuales, de los trabajadores y la burguesía chocan con el rechazo, por parte del colonizador, de proceder a la industrialización y al desarrollo del país; así, el nacionalismo aparece como oposición generalizada al *status* de colonia. Para Smith, sin embargo, no puede concluirse que la existencia de esos grupos de interés sea suficiente para desarrollar el nacionalismo.

¹⁹ Un ejemplo muy claro podría constituirlo el de la resistencia española contra Napoleón. Véanse los textos: DERGADO, Sabino (dir. de ed.), *Guerra de la independencia. Proclamas, bandos y combatientes*, Editora Nacional, Madrid, 1979.

La crítica hecha por Smith al conjunto de las tesis de WORSLEY y de J. H. KAVRSKY se refiere a la suposición —que ambos comparan— de que existe un tercer mundo subdesarrollado. Para Smith, no existe entre los países del Tercer Mundo una similitud suficiente que permita tomarlos como una unidad para el análisis. Las diferencias que existen entre ellos son demasiado numerosas, y lo que comparten es una relativa fidelidad política que no debe atribuirse solamente a su situación económica.

Esta crítica de Smith sería, a su vez, criticable, puesto que las posiciones de WORSLEY y KAVRSKY, según la formulación que el propio Smith les atribuye, se refieren a la colonización hecha por los países industrializados. Y esta colonización es, desde luego, un carácter común a todos los que la sufren.

2.4. *Modernización y comunicación social*²⁰.—El punto decisivo en estos estudios es el papel central que la transmisión de mensajes cumple para la modernización. Incluso si los trabajos no tratan directamente del nacionalismo —en ocasiones, a pesar de su título—, el proceso de modernización que describen lleva consigo muchas referencias. Más precisas en las obras de DEUTSCH, algo más nebulosas en LERNER, Smith estudia sus elementos de interpretación del fenómeno nacionalista.

El nacionalismo, para DEUTSCH —según Smith—, entronca más con los problemas de definición de las nacionalidades y de su construcción que con los movimientos sociales nacionalistas. En sus análisis sobre los movimientos fascistas —donde desarrolla una reflexión más precisa sobre el nacionalismo—, DEUTSCH lo presenta como un exceso de sentimiento nacional, pervertido por la manipulación a la que los medios de información estaban sometidos. Smith, que no niega el carácter pionero de la obra de DEUTSCH, se inclina por una diferenciación más clara que la de este entre los fenómenos de crecimiento de las naciones y el nacionalismo. Por esta razón estudia preferentemente la obra de LERNER, como representativa de la teoría de la comunicación²¹. Para LERNER, el nacionalismo es un sentimiento ambivalente de odio y envidia que los

²⁰ «Theories and types of nationalism», art. cit. págs. 129-130; *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., págs. 133-160; «Nationalism. A trend report and bibliography», art. cit., págs. 75-78. Es este grupo, Smith incluye también los trabajos de Nettl, J. P., y Robertson, R., que son calificados más tarde en «Ideas and structure in the formation of independence ideals», art. cit., págs. 25-26, de «interaccionistas».

²¹ *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., págs. 144-145.

individuos de las sociedades tradicionales pueden sentir hacia Occidente como resultado del choque de la modernización. Estos individuos, a los que la urbanización y la economía de mercado han separado de su entorno habitual, aceptan la mayoría de los valores de Occidente, pero no quieren aceptar la dominación de los occidentales. Esta actitud, propia de los intelectuales «modernizadores», parece inevitable en los procesos de modernización. Todo este enfoque insiste sobre la función de las *intelligentias* expuestas a la educación moderna suministrada por Occidente, que subvierte valores y jerarquías tradicionales.

Este sentimiento, sin embargo, toca a demasiadas capas sociales para aceptarlo tal como viene expuesto. Smith se pregunta si se pueden equiparar el rechazo del extranjero por parte de un campesino y los ideales de independencia de un maestro, nacionalistas ambos. Es cierto que el impacto de la modernización produce descontento, pero el nacionalismo no es más que una de las salidas —y más compleja de lo que LERNER la describe— de este malestar. La segunda crítica de Smith se dirige a las variables empleadas para explicar la aparición del nacionalismo. La empatía, la movilidad social o la exposición a los *mass media* no bastan para explicar por qué se opta por el nacionalismo y no se eligen posiciones cosmopolitas. El recurso a una universal «necesidad de pertenecer» no corrige el esquema, porque permanecen inexplicadas las razones por las que se manifiesta la necesidad de pertenecer precisamente a la nación, y no a otra forma de comunidad.

2.5. *El nacionalismo y las «intelligentias»*²².—Smith dedica una atención especial a esta corriente, y sobre todo a los trabajos de GELLNER, de los que ciertas tesis son elogiadas y asumidas por él mismo. Lo que caracteriza a este enfoque es la función primordial de las *intelligentias* —ya subrayado por J. H. KAVRSKY—, pero en un marco de modernización en el que los papeles de la cultura y de la alfabetización son más relevantes que la ambigua noción de «comunicación».

Veamos la síntesis de la posición de GELLNER, según Smith. La industrialización y la modernización producen la erosión del orden tradicional de los roles sociales. Las personas ya no definen su identidad en función de la estructura de los roles, sino en relación con la cultura; es decir, en relación con la forma en la que uno se comunica: la lengua.

²² «Theories and types of nationalism», art. cit., págs. 130-131; *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., págs. 161-204; «Nationalism. A trend report and bibliography», art. cit., págs. 79-81. En este artículo, Smith sitúa a Gellner en el epígrafe consagrado a las «teorías lingüísticas». *Ibid.*, págs. 74-75.

La clasificación de los hombres según su cultura equivaldrá a la clasificación por nacionalidades. De ello se desprende la importancia decisiva del sistema de educación asegurado por el Estado-nación: él es el único que puede garantizar la extensión del mínimo de conocimientos indispensables para acceder a la ciudadanía en la sociedad moderna.

Pero la industrialización no se extiende de una forma uniforme, y los inmigrantes afluyen hacia los centros industriales. Allí cumplen con la mano de obra indígena, y de esta competencia nace la discriminación. El acceso a la cultura no ha sido igualitario tampoco; las oportunidades de los recién llegados serán diferentes, y la discriminación por parte de la clase obrera de origen se centrará en lo que puede diferenciarla: el color o la cultura. En este momento, los obreros inmigrados se volverán hacia su *intelligentsia*. Desde el punto de vista cultural, ella se les parece, y el nacionalismo será «el movimiento de secesión nacional, dirigido por las *intelligentsias* y apoyado por la masa marginada de los obreros menos cualificados»²³.

Las principales críticas de Smith se refieren a la composición del movimiento nacionalista, sus relaciones con la industrialización y su carácter lingüístico²⁴. De entrada, el papel de la clase obrera no siempre es necesario, ya que no es cierto que la industrialización haya precedido siempre al florecimiento del nacionalismo. Por lo que concierne a la *intelligentsia*, es cierto que proporciona el personal clave del movimiento nacionalista, pero no es homogénea en sus actitudes. Los análisis sobre movimientos nacionalistas concretos muestran que su composición no puede generalizarse demasiado. Porque el nacionalismo puede escapar del cuadro de la industrialización que GELLNER parece considerar: el nacionalismo sobrevive y se renueva incluso en las sociedades industrializadas²⁵.

En cuanto al criterio lingüístico, no acepta que sea identificable a la nacionalidad²⁶: la historia del nacionalismo está llena de ejemplos de grupos nacionales divididos a pesar de la identidad o similitud de lenguas—por ejemplo, la América Latina—. Tampoco es aceptable la equi-

²³ *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., pág. 171.

²⁴ Otras críticas a Gellner por parte de Smith, en el apéndice C de *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., págs. 365-367; también en 'Ideas' and 'structure' in the formation of the independence ideals', art. cit., pág. 22, y 'Towards a theory of ethnic separatism', art. cit., págs. 24-25.

²⁵ 'Nationalism. A trend report and bibliography', art. cit., págs. 117-122. En general, *Nationalism in the twentieth century*, ob. cit.

²⁶ Sobre este tema, véase también *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., págs. 256-261.

paración entre lengua y cultura, que incluye costumbres, instituciones e incluso religiones; la identidad religiosa puede pasar por encima de la identidad lingüística. Finalmente, también es difícil establecer un paralelismo absoluto entre la renovación de las lenguas y la aparición de los movimientos nacionalistas. Es probable —y Smith ofrece ejemplos— que el interés por el desarrollo de ciertas lenguas sea una *consecuencia* del nacionalismo: desde este punto de vista, no es el filólogo el que se convierte en nacionalista, sino el nacionalista el que se convierte en filólogo.

Con todo, a pesar de sus críticas, la teoría de Anthony D. Smith recibe fuertes influencias de las posiciones de GELLNER. Por otra parte, él mismo lo dice, tomando de GELLNER su esquema explicativo del impacto de la modernización sobre las sociedades tradicionales, sobre el que Smith construirá el suyo²⁷.

3. La teoría del nacionalismo de Anthony D. Smith

«La cuestión fundamental que interesa a la sociología es: ¿bajo qué condiciones y por qué mecanismos los movimientos y las ideologías nacionalistas emergen y se desarrollan?»²⁸. Para obtener una respuesta a estas cuestiones y construir una teoría del nacionalismo, Smith ha seguido un camino que, si para el lector resulta largo —a veces, por qué negarlo, incluso penoso—, es de una gran honestidad metodológica. Justifica casi siempre la razón por la que lo que publica merece ser escrito: si expone una teoría sobre el nacionalismo es porque, en su opinión, las que existían no eran válidas. En su obra más ambiciosa —*Las teorías del nacionalismo*²⁹—, su teoría no es formulada más que después de haber razonado el rechazo de las teorías precedentes, y la suya se mantiene sobre estudios sobre la totalidad de los movimientos nacionalistas de los que ha podido obtener referencias³⁰. Hemos respetado en este trabajo la precedencia que Smith otorga a la crítica de las teorías sociológicas sobre el nacionalismo; así, esperamos «enmarcar» mejor su teoría y lo que pueda tener de original.

²⁷ *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., págs. 168-169.

²⁸ 'Nationalism. A trend report and bibliography', art. cit., pág. 180.

²⁹ YOUNG, Nigel, recensión citada, pág. 180, critica la estructuración del libro, por colocar las definiciones al final.

³⁰ Señalamos que la existencia de uno de estos movimientos es más que discutible. SMITH, en 'Nationalism. A trend report and bibliography', art. cit., pág. 107, habla de un nacionalismo español «republicano», consecuencia del éxito y del ejemplo de Napoleón. Por lo que sabemos, nada confirma tal afirmación.

3.1. *Las definiciones: nacionalismo y nación.*—Primero hablemos del camino que sigue Smith. Empezar por construir el objeto de su teoría: el nacionalismo. Partiendo del análisis de todos los casos de «nacionalismo»—tomando esta palabra en el sentido más amplio, como «resistencia colectiva a la dominación extranjera»—, obtiene los elementos comunes a todos, con los que construirá su definición. De esta primera exploración consigue también una primera distinción entre dos clases de nacionalismo: el «nacionalismo etnocéntrico»—más tarde denominado «etnocentrismo»— y el «nacionalismo policéntrico».²¹

El nacionalismo etnocéntrico se funda sobre una concepción trascendente de la propia comunidad. El grupo se percibe como si tuviera una relación especial con la divinidad, y ese privilegio hace más insostenible aún toda dominación extranjera. Además, existen valores genéricos—como la valentía, la belleza, la sabiduría...— que se consideran exclusivos del grupo: el extranjero se asimila al «bárbaro». Este nacionalismo es característico de la antigüedad y del mundo medieval, pero ha persistido después de la Revolución francesa en movimientos tales como el paneslavismo ruso. Por su lado, el nacionalismo policéntrico—inexistente antes de la Revolución francesa— presenta una visión del mundo diferente. Ve su propia nación como una más entre otras. Su lucha es precisamente la lucha por llegar a ser una nación como las otras, sin presentarla como portadora de valores únicos. La defensa del derecho a la identidad, más que la fe en la supremacía de la propia nación, sería lo que distinguiría al nacionalismo policéntrico.

²¹ Capítulo VII de *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., págs. 217-269.

²² Sobre este cambio de terminología, véase nota 2. Como ejemplo de utilización de la nueva terminología, véase «Nationalism. A trend report and bibliography», art. cit., págs. 104-107. Retenemos la terminología expuesta en *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., págs. 232-236. El cambio de terminología, que reservaría el término de «nacionalismo» *tout court* para el de los tiempos modernos, plantearía el problema de la designación de los «nacionalismos etnocéntricos» aparecidos después de la Revolución francesa, a los que Smith se refiere en *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., págs. 225-226. Así, pues, la insistencia en una distinción puramente cronológica puede tener más inconvenientes que ventajas.

En el mismo terreno de la terminología, la crítica formulada a propósito de la falta de claridad de la distinción entre «nacionalismo etnocéntrico» y «nacionalismo policéntrico» por JINADU, L. A., en su recensión sobre *Theories of nationalism*, en *Journal of modern african studies*, vol. X, núm. 4, 1972, págs. 645-648 (pág. 648), nos parece injustificada. La distinción está perfectamente establecida en las páginas de Smith que hemos citado. La cita tomada por Jinadu de la obra de Smith («Desde luego, no existe una división natural», pág. 296 de la edición española) forma parte de la crítica de Smith a la clasificación de Coleman, y no es un comentario sobre su propia distinción.

Una vez hecha esta distinción, Smith aborda el problema de las definiciones; la primera, la de «nacionalismo». Y el primer paso es el de distinguir entre «nacionalismo» y «sentimiento nacional», ya que uno puede existir sin el otro.²³ Propone dos ejemplos: en la Grecia antigua había un sentimiento de helenidad muy extendido, pero ese sentimiento no condujo a ninguna doctrina o movimiento; por otra parte, los nacionalistas africanos difícilmente han podido contar con los «sentimientos nacionales» de las poblaciones a las que se dirigían, divididas—la mayoría de las veces—por solidaridades culturales o de tribu en el interior del territorio colonial. Por supuesto, hay una relación empírica indiscutible entre sentimiento nacional y nacionalismo. Smith la consigna, pero insiste en la necesidad de distinguir ambos en el plano analítico: el primero no implica forzosamente las manifestaciones ideológicas o políticas que son inherentes al segundo.

¿Qué es, pues, el nacionalismo? Smith ha distinguido ya entre nacionalismo etnocéntrico y nacionalismo policéntrico: nos anuncia que su investigación tratará sobre todo del segundo, que es el único que merece ser llamado «nacionalismo» en el sentido moderno de la palabra. También nos ha separado las implicaciones distintas de las expresiones «sentimiento nacional» y «nacionalismo». Nos contesta, por fin, a la pregunta.

Partiendo del estudio de los textos de los nacionalistas modernos, extrae tres ideas que califica de condiciones *sine qua non* del nacionalismo policéntrico moderno: autonomía, individualidad (*individuality*) colectiva y pluralismo. La idea de autonomía viene de KANT²⁴, pero, en su forma colectiva, las aportaciones de ROUSSEAU y de FICHTE son más im-

²³ Sobre la distinción entre nacionalismo y sentimiento nacional, véase también «Nationalism. A trend report and bibliography», art. cit., págs. 21-22; JINADU, L. A., recensión citada, pág. 648, considera dudosa la posibilidad de esta diferenciación analítica.

Sobre los problemas que esta distinción comporta, véase GIRARDET, Raoul, «Autour de l'idéologie nationaliste», *Revue française de science politique*, vol. XV, número 3, 1965, págs. 423-445, especialmente págs. 424-429. Como ejemplo en el que el «sentimiento de permanencia al grupo-nación»—sentimiento privilegiado con respecto al sentimiento de pertenencia a otros grupos sociales, como clase o confesión religiosa—es tomado como variable empírica del nacionalismo, véase MICHELIAT, Guy y THOMAS, Jean-Pierre H., *Dimension du nationalisme*, Albin Michel, París, 1966, págs. 15 y 29-30.

²⁴ KANT, E., ob. cit., págs. 20-31, concede a la idea kantiana de autodeterminación una importancia decisiva para explicar el nacionalismo. GELNER, E., en *Thought and change*, Weidenfeld and Nicholson, Londres, 1964, págs. 151-152 (nota a pie de página), critica esta tesis.

portantes. Según esta idea, el grupo solo obedece a su propia voluntad, la voluntad general. Además, el grupo se percibe a sí mismo como distinto e identificable—individualidad colectiva— entre otros grupos que tienen su propio carácter cultural: pluralismo.

Sobre estos tres temas, que expresan la voluntad de independencia nacional propia del nacionalismo policéntrico moderno, Smith construye la siguiente definición de nacionalismo:

«Un movimiento ideológico, para el logro y el mantenimiento del autogobierno y la independencia en interés de un grupo, algunos de cuyos miembros creen que constituye una "nación" actual o potencial como las demás.»

Y continúa:

«Los corolarios lógicos de estos intentos de lograr y mantener la independencia "nacional" son:

1. La consecución de la fraternidad y de la igualdad entre los connacionales o ciudadanos, integrándolos en una unidad homogénea.
2. La unificación en un solo Estado-nación de los connacionales extraterritoriales.
3. El énfasis en la individualidad cultural a través de la actuación de las diferencias "nacionales".
4. La tendencia hacia la autarquía económica y hacia el crecimiento autosostenido.
5. Las tentativas de expansión del Estado-nación para mantener el poder y el *status* internacionales.
6. La renovación del tejido cultural y social de la nación mediante cambios institucionales totales, para mantener la paridad internacional.»³⁵

Llegados a este punto, debemos anotar enseguida una evolución en las posiciones de Smith. En *Las teorías del nacionalismo*, el objetivo de los movimientos nacionalistas es la independencia nacional. Pero, a partir de 1973³⁶, Smith ya no considera necesario ese objetivo: prefiere haber

³⁵ *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., pág. 240.

³⁶ En «Ethnocentrism, nationalism and social change», art. cit., pág. 12, a pesar del carácter «provisional», dado a su definición, la independencia sigue siendo un objetivo. En «'Ideas' and 'structure' in the formation of independence ideals», art. cit.

blar de autonomía (*autonomy*) o de autogobierno (*self-government*) en un sentido más genérico. Luego si la independencia ya no es el objetivo necesario de los movimientos nacionalistas y pueden estos contentarse con la «autonomía», los corolarios lógicos de su definición deben revisarse en lo concerniente al Estado-nación.

a) El corolario 2 debería considerar la unificación no en un Estado-nación—lo que significaría la independencia—, sino en la estructura institucional a la que la autonomía hubiera conducido.

b) El número 4 es difícil de imaginar fuera de una situación de independencia.

c) El número 5 es imposible sin independencia. Además, incluso con su definición, no se sigue necesariamente una política expansionista en un Estado-nación nuevo.

d) En cuanto al número 6, y por lo que se refiere a la definición dada aquí, ¿por qué esa renovación sería un corolario necesario de la independencia? Por el contrario, dicha renovación podría constituir una contradicción con la acentuación de las especificidades existentes—número 3—. ¿Y por qué el mantenimiento de la paridad internacional exigiría la repetida renovación? Se diría que Smith excluye la hipótesis de un nacionalismo que considerara ya moderna su propia nación.

En la hipótesis de la autonomía como objetivo hay que preguntarse si los poderes nacionalistas autónomos son suficientes para producir tales cambios. Previamente se plantearía la cuestión de si el objeto de

—recibido por la revista en noviembre de 1972—, pág. 29, el ideal de independencia es calificado de «central».

En «Nationalism. A trend report and bibliography», art. cit., fechado en 1973, pág. 11, «The goal of every nationalist is therefore *autonomy* or a return of self and community to its genuine and uncontaminated state.» El subrayado es nuestro. También explicita que la soberanía no es el fin de todos los movimientos nacionalistas, *ibid.*, págs. 19 y 41.

En «Nationalism and religion. The role of...», art. cit., pág. 27, cita la definición de *Theories of nationalism*.

En «The formation of nationalist movements», en *Nationalist movements*, ob. cit., págs. 1-30 (pág. 1), los fines del nacionalismo son «obtener y mantener la autonomía, la cohesión y la individualidad del grupo social».

En «The diffusion of nationalism: some historical...», art. cit., pág. 232, el objetivo es también la autonomía y no la independencia.

En *Nationalism in the twentieth century*, ob. cit., pág. 167, es la autonomía y no la independencia lo que configura los objetivos del nacionalismo.

esos cambios —sobre todo el mantenimiento de la paridad internacional— es posible o deseable con instituciones autónomas y no independientes.

La segunda definición fundamental es la de «nación»³⁷. Sigue un método inductivo que se pretende weberiano³⁸: de la misma manera que ha construido su definición de nacionalismo a partir del análisis de los nacionalismos, prepara su definición de nación sobre la base de la doctrina nacionalista acerca de la nación. No se apartará de la definición dada en *Las teorías del nacionalismo* hasta su último libro, *Nationalism in the twentieth century*, del que hablaremos más tarde.

Esta es:

«La nación es un grupo considerable de seres humanos, que posee una integración vertical de la población en torno a un sistema común de trabajo, un territorio más que local con una movilidad horizontal dentro del mismo, pertenencia directa al grupo con iguales derechos de ciudadanía, al menos un signo de relativa disimilitud reconocida por el cual sus miembros pueden distinguirse de los de otro grupo semejante, y relaciones de alianza, competencia o conflicto con otros similares, así como un elevado nivel de sentimiento de grupo.»

Hay que hacer una crítica metodológica. ¿Por qué el sociólogo no quiere definir, *en tanto que sociólogo*, el concepto de nación? Sobre este punto, Smith no puede decir que la sociología haya ignorado el tema³⁹. Definir la nación *a través* de las definiciones de los nacionalistas, como explícitamente hace, plantea algunas dificultades. Según el mismo Smith, la doctrina nacionalista es «vaga e ilógica» y, en ocasio-

³⁷ *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., pág. 246, y la más ampliada, que reproducimos, de la pág. 247; «Ethnocentrism, nationalism and social change», art. cit., pág. 13; «Nationalism. A trend report and bibliography», art. cit., págs. 18-19; «Nationalism and religion. The role of...», art. cit., pág. 27; «The formation of nationalist movements», art. cit., pág. 2; «The diffusion of nationalism: some historical...», art. cit., pág. 232; *Nationalism in the twentieth century*, ob. cit., págs. 167-169. Se encuentran referencias a «subnaciones», pág. 161.

³⁸ *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., pág. 246. Sobre su adopción del método weberiano, véase también «Ideas and 'structure' in the formation of independence ideals», art. cit., pág. 27.

³⁹ Véanse sus propias referencias a Weber. Ignora la aportación de TONNIES, cuya obra *Gemeinschaft und Gesellschaft* no es citada. Por otro lado, Smith reconoce la posibilidad de una definición sociológica: «Pero supongamos que el grupo elegido no pudiera llamarse una 'nación' sociológica», *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., pág. 301.

nes, contradictoria⁴⁰. Parece que una definición no debería fundarse sobre un terreno tan poco digno de confianza. Pero «si se adopta esta vía, ¿por qué concluir que hay muchos nacionalismos sin nación?»⁴¹. Si se define la nación a partir de los nacionalismos, si son ellos quienes permiten al investigador decir lo que es la nación, ¿en virtud de qué el sociólogo rechaza a un nacionalismo la definición de su propia nación? Si, además, resulta que hay «muchos» nacionalismos que se equivocan, la base del sociólogo no solo es inestable, sino más reducida de lo que Smith piensa.

Por supuesto que el problema no es sencillo. Hay un debate «científico» —tan politizado que preferimos guardar las comillas— sobre la definición de nación, del que Smith nos ofrece un buen resumen. Existen partidarios de las definiciones «estadísticas», que identifican nación y Estado. Para ellos, la nación sería la sociedad, de la que el Estado es la institución política que la encarna⁴². Smith se sitúa a sí mismo entre los que prefieren las definiciones «eticistas». Estos identifican la nación a partir del grupo «étnico», en el sentido cultural más amplio, sin limitarlo al lenguaje. Desde esta perspectiva, nos da los rasgos que caracterizan a las naciones.

1. Diferencias culturales (es decir, la pauta de "similitud-disimilitud"; los miembros son semejantes en los aspectos en los que difieren de los no miembros).
2. Contigüidad territorial con libre movilidad por todo el territorio.
3. Una escala (y una población) relativamente grande.
4. Relaciones políticas exteriores de conflicto y alianza con grupos similares.
5. Sentimiento y lealtad de grupo considerables.
6. Pertenencia directa con iguales derechos de ciudadanía.

⁴⁰ «Nationalism. A trend report and bibliography», art. cit., pág. 11; «The formation of nationalist movements», art. cit., pág. 8.

⁴¹ *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., pág. 247.

⁴² El artículo de SIMONCOBE, Arthur I., «Social structure and politics», en GREENSTEIN, F. I., y POLSBY, N. W. (dirs. de ed.), *Handbook of political science*, vol. 3, Addison Wesley, Reading Mass., 1975, págs. 557-622, en la parte consagrada a la sociología de las lealtades étnicas y nacionales, muestra un ejemplo de la confusión entre nación y Estado. Para muchos nacionalistas, su lealtad nacional no se explica porque el Estado les resolvía sus problemas (pág. 615); precisamente porque el Estado *bajo* el que viven no resolvía algunos de sus problemas —puede que la propia existencia de ese Estado les sea el principal problema—, quieren su propio Estado.

7. Integración económica vertical en torno a un sistema común de trabajo⁴³.

Smith ha querido definir la nación «ideal» de los grupos nacionalistas⁴⁴, y estas características corresponden a la nación «ideal» de los movimientos nacionalistas... que tienen la independencia como objetivo. En efecto: ¿puede una nación sin Estado tener relaciones políticas exteriores como las previstas en el punto 4? En todo caso, la nación caracterizada por el punto 6 implica un grado de institucionalización tal que permite esa concesión de derechos allí donde la igualdad no existe. El caso es que nosotros no conocemos ninguna experiencia de Estado federal que consienta diferencias en lo referente a los derechos civiles entre los ciudadanos de los Estados federados. En cuanto al punto 7, paralelo a las tesis marxistas del «mercado nacional», merece los mismos comentarios sobre la necesidad de institucionalización.

Podría decirsenos que estos rasgos corresponden a la nación «ideal» de los nacionalistas, pero estos se definen no sólo por sus ideales en relación con la nación potencial —véase la definición de nacionalismo—, sino también por la nación que ellos creen real y que no tiene esos caracteres institucionales. Smith hubiera debido darnos la definición de la nación «actual» de los nacionalistas. Además, ofrece ejemplos de su modelo de nación que son bastante discutibles. Tomemos el caso de Bélgica: ¿es verdaderamente «considerable» el sentimiento de lealtad al grupo? —al grupo belga, y no al flamenco o al valón, claro—. O el caso de Armenia, del que uno se pregunta dónde están sus «relaciones políticas exteriores de alianza o conflicto». Relaciones de «nación» y no de grupos nacionalistas.

La ambigüedad de la definición aumenta cuando se contempla la de Estado-nación (*nation-state*): «una "nación" con soberanía territorial de facto»⁴⁵. Ya hemos explicado por qué creemos que las características de las naciones, tal como Smith las describe, solo pueden encontrarse en naciones con Estado o con algo que se parecería mucho a un Estado: sujeto con personalidad jurídica internacional para concluir tratados —punto 4— en cuanto al exterior, y con poder para establecer y garantizar derechos en el interior —punto 6—. Así, pues, si no nos hemos equivocado, su definición de nación —que Smith pretende «etni-

⁴³ *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., págs. 261-263; «Ethnocentrism, nationalism and social change», art. cit., pág. 13.

⁴⁴ *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., pág. 246.

⁴⁵ *Ibid.*, pág. 266.

cista» —no es comprensible sino desde un enfoque «estatista». En cuanto al otro concepto que Smith nos propone en este terreno, el de «nación-Estado» (*state-nation*)⁴⁶, las cosas son algo más claras; se trata de Estados a cuyas naciones les faltan dos características: diferencias culturales y sentimiento de grupo común. El nacionalismo de estas naciones-Estados sería, pues, un nacionalismo sin nación.

El tratamiento dado a la definición de nación en *Nationalism in the twentieth century* no es tan profundo como en sus trabajos precedentes. Parece más divulgativo, si se nos permite la expresión.

Smith muestra los dos sentidos que, según él, presenta la palabra «nación». El primero es el que entiende que la nación es la comunidad étnica y cultural que tiene una existencia «natural» y que constituye el sujeto de la historia. El otro sentido de la expresión, por su parte, implica la insistencia sobre el carácter político de la comunidad: esta ya no es —o no solamente— un grupo «natural» que ha hecho su historia y al que la historia ha forjado; es más bien el grupo con el que la historia y el progreso deben hacerse, pues es la nación lo que justifica la existencia del poder político. Según Smith, el sentido moderno de la palabra —el segundo— es el más específicamente nacionalista: es el nacionalismo quien transforma la nación en Estado-nación por la movilización alrededor de la nación ideal, la cual es, al mismo tiempo —y que se nos pase el espantoso juego de palabras—, el ideal nacional.

La distinción nos parece algo engañosa. Es cierto que la palabra «nación» tiene estos dos sentidos, pero hay que añadir que la nación que el nacionalismo presenta como proyecto incluye: primero —ya lo hemos dicho—, una referencia a una nación que es real para él, y luego, a menudo, la consideración de la nación como realidad natural⁴⁷. El primer paso de los nacionalistas es decir «somos una nación», buscando pruebas en la historia⁴⁸, y es esta afirmación lo que les permite presentar

⁴⁶ *Ibid.*, pág. 267. Sobre esta distinción entre Estado-nación y nación-Estado, véase también SNYDER, Louis I., *The new nationalism*, Cornell University Press, Ithaca, 1968, págs. 57-59; REJAL, Mostafa y ENJOE, Cynthia H., «Nations-States and States-Nations», *International studies quarterly*, vol. XIII, núm. 2, 1969, págs. 140-158 (pág. 143); GLENN, Edmund, S., «The two faces of nationalism», *Comparative political studies*, vol. III, núm. 3, 1970, págs. 347-366 (págs. 352-356).

⁴⁷ Admitimos que esta secuencia (nación «actual»-nación «política») tiene excepciones, y que hay nacionalismos en los que la nación «política» parece borrar a la nación «natural» desde el principio. Es pensando en la Revolución francesa que hemos escrito «a menudo». Véase WEBER, Max, *Economía y sociedad*, Fondo de Cultura Económica, México, 1944, vol. I, págs. 75-76.

⁴⁸ «No solo es la nación un concepto histórico, sino que la Historia es un concepto nacional.» MURILLO FERROL, Francisco, *Estudios de sociología política*, Ed.

un proyecto nacional. Un proyecto cuyo carácter progresista y revolucionario que Smith le atribuye es a veces discutible; basta ver los inficios de los nacionalismos vasco y catalán.

3.2. *La tipología de los movimientos nacionalistas*.—Después de haber construido las definiciones fundamentales para su investigación, Smith emprende la elaboración de una tipología que tenga en cuenta las diferencias sociológicas que los movimientos nacionalistas presentan en la realidad⁴⁹. Utiliza dos clases de criterios: «externos»—intensidad y éxito— e «internos»—independencia y especificidad (*distinctiveness*).

La primera categoría de criterios distingue los movimientos nacionalistas según su intensidad, que se manifiesta por el grado de organización del movimiento y por el grado de éxito en relación con su objetivo de independencia. Objetivo que—recordamos la nota 36— a partir de la publicación de «Nationalism. A trend report and bibliography» se interpreta de forma amplia, incluyendo también la autonomía. Según el criterio de independencia, pues, Smith habla de nacionalismos «fracasados»—el movimiento eritreo, por ejemplo—, de nacionalismos «triunfadores»—como el polaco— y de nacionalismos «actuales»—el palestino—, cuyo resultado es difícil de prever.

Ya hemos criticado la inclusión de la independencia como objetivo inherente a todo movimiento nacionalista. Ahora hay que decir unas palabras sobre la noción de «éxito». Primero, con referencia a los errores históricos que le llevan a calificar de «fracasados» los movimientos vasco y catalán. Como se sabe, el País Vasco fue autónomo desde 1936 a 1938, y Cataluña, los años que van desde 1931 a 1934 y de 1936 a 1939. Luego no se puede hablar de fracaso del movimiento nacionalista. Me nos aún cuando sus proyectos de estatuto fueron plebiscitados por grandes mayorías del cuerpo electoral. Y esto nos conduce a una segunda crítica: Smith no valora suficientemente un aspecto muy importante del grado de éxito del movimiento nacionalista, que no solo es la obtención de una institucionalización política—soberana o autónoma—, Tecnos, Madrid, pág. 174. Véase también Ferró, Marc, *Comment on racconte l'histoire aux enfants*, Payot, París, 1981, a pesar de la pobreza de sus referencias de la didáctica de la Historia de España.

⁴⁹ «Theories and types of nationalism», art. cit., págs. 123-127; *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., págs. 295-317; «Nationalism. A trend report and bibliography», art. cit., págs. 27-46. Comentamos la tipología más elaborada según se expone en *Las teorías del nacionalismo*. Véanse otras clasificaciones en «The formation of nationalist movements», art. cit., págs. 2-6; «Towards a theory of ethnic separatism», art. cit., págs. 21-22; *Nationalism in the twentieth century*, ob. cit., págs. 152-153.

sino también su aceptación por parte de la población a la que se dirige. Cuando la población apoya las proposiciones nacionalistas—referéndums—, eso quiere decir que sentimiento nacional y nacionalismo se reúnen en el terreno de los hechos. Y aunque esos dos últimos conceptos sean analíticamente distintos—véase anteriormente—, esta coincidencia debería ser un elemento significativo para el sociólogo. Lástima que Smith parezca haberla ignorado.

La utilización del *criterio de independencia* lleva a Smith a distinguir entre los movimientos que surgen antes de la obtención de la soberanía—preindependencia— y los que aparecen una vez esta se ha conseguido, llamados de «postindependencia». El fin de los primeros es la soberanía, mientras que los segundos tratan de reforzar la soberanía y la identidad del grupo.

En este último caso, el nacionalismo puede tomar el carácter de un movimiento de «preservación» si, en la sociedad multitécnica en la que se presenta, el grupo gobernante impone a los otros su cultura para hacer de ella la cultura «nacional» dominante. A veces, esta dominación comporta discriminaciones políticas. El nacionalismo de «renovación», según Smith, aparece entre los grupos culturalmente homogéneos, protagonizado por aquellos que se levantan contra la tibieza de los que no defienden suficientemente la independencia y la identidad del grupo. Estos dos tipos de nacionalismo de «postindependencia»—de preservación y de renovación— se producen, señala Smith, en los grupos que disfrutan de una independencia adquirida mucho antes de la aparición del movimiento nacionalista.

Cuando la independencia es reciente, Smith distingue tres subtipos del movimiento nacionalista «postindependencia»: de integración, que en las antiguas colonias intenta construir una nación con grupos muy diversos desde el punto de vista cultural; de «proteccionismo», reivindicado por los movimientos que, sin apoyarse sobre una originalidad cultural bien definida, insisten sobre la defensa de la economía⁵⁰, y, finalmente, los nacionalismos expansionistas, que consideran necesaria la extensión territorial.

⁵⁰ El proteccionismo no está presente solo en los nacionalismos sin base étnica. Véanse los comentarios sobre las ideas económicas de Fichte y List hechos por MERICOT, J. G., «La nation dans la pensée économique», *Économie contemporaine*, junio y septiembre de 1950, págs. 7-14 y 3-14, y CHEVILLIER, J. J., «La naissance du nationalisme entre 1789 et 1848», en *Evolution du droit public. Etudes en honneur d'Achille Mestre*, Sirey, París, 1956, págs. 95-113 (especialmente, págs. 99-103 y 105-106). Recientemente, PASCALON, Pierre, «Actualité de List», *Le Monde*, 26 de mayo de 1981, pág. 26.

El *critério de la especificidad* implica un *communum* que empieza por una primera subdivisión: movimientos «étnicos», con una gran especificidad cultural; movimientos «territoriales», sin especificidad cultural, y movimientos «mixtos», a los que un nivel no demasiado elevado de especificidad los situaría entre los dos primeros que acabamos de citar.

Los movimientos étnicos pueden, a su vez, diferenciarse por sus objetivos: la reunificación de la diáspora, la secesión, el irredentismo—cuando se trata de incorporar al Estado que los nacionalistas quieren fundar a los compatriotas que viven en un Estado vecino— y los nacionalismos que predicán la unidad de entidades políticas separadas *de iure*—por ejemplo, el escandinavismo—. Por su parte, los movimientos territoriales pueden clasificarse entre «heterogéneos», que incluyen comunidades que tienen pocos lazos entre sí—ciertas ex colonias—, y «transculturales», en los que el movimiento nacionalista participa del mismo patrimonio cultural que sus adversarios: el caso de la emancipación de la América Latina con respecto a España.

Esta transcripción, probablemente pesada, de la tipología de Smith era necesaria para señalar mejor sus insuficiencias, sin dejar de subrayar su riqueza y originalidad. Nos tememos, eso sí, que la clasificación se olvida del carácter dialéctico del nacionalismo: es un movimiento por determinados objetivos, pero que también se opone a movimientos contrarios. Y también estos son movimientos «nacionalistas»; después de la caída del absolutismo y la expansión de la idea de nación, cada nacionalismo se enfrentó a otro nacionalismo que intentaba impedirle que alcanzara sus metas. La lucha por la autonomía es nacionalista del lado de los que la quieren, pero también de los que la rechazan, con un nacionalismo—para emplear la expresión de Smith—de «preservación»⁵⁴. Incluso las políticas de los Estados socialistas pueden ser asimiladas a esta voluntad de preservación, a pesar de que se haga en nombre de otros principios y a pesar de las declaraciones constitucionales.

3.3. *La emergencia de los movimientos nacionalistas*.—El recorrido por el conjunto de los escritos de Smith nos permite situarnos, por fin, frente a la teoría sobre la aparición de los movimientos nacionalistas. En realidad, Smith empezó por elaborar una teoría del nacionalismo étnico, en *Las teorías del nacionalismo*⁵⁵; esbozó luego una teoría gene-

⁵⁴ Una crítica parecida en Souf, Carlota, en su prólogo a *Las teorías del nacionalismo*, ob. cit., pág. 18.

⁵⁵ *Ibid.*, cap. X, y conclusión, págs. 319-352; también, «Nationalism. A trend report and bibliography», art. cit., págs. 86-95.

ral sobre los movimientos nacionalistas⁵⁶, y sus estudios más recientes están consagrados a la reflexión acerca de los nacionalismos contemporáneos, sobre todo los nacionalismos étnicos de secesión⁵⁷. Sin embargo, no respetaremos el orden cronológico en que fueron elaborados, e iremos de lo general a lo particular.

El nacionalismo, según Smith, surge en un marco geopolítico concreto: emplazamiento territorial identificable y un aparato estatal y burocrático—capaz de proceder a la homogeneización de la población— que es utilizado o combatido por los nacionalistas. En estas condiciones, el nacionalismo busca sus bases históricas en un pasado más o menos mítico y fundamenta sus argumentos sobre diferencias culturales o raciales. Todo ello en un contexto urbano en el que las élites han adquirido ya cierto nivel de secularización que les permiten ver el destino de la comunidad desde una óptica no religiosa.

Con estos elementos, el nacionalismo se desencadena cuando la *intelligentia* hace suya esa ideología, cuya realización le permitiría cumplir sus ideales de libertad y pureza colectivas, además de conseguir puestos de trabajo adecuados a su educación y preparación. Pero la *intelligentia*, por sí misma, no puede llenar las filas del movimiento nacionalista, y se beneficia de la cooperación de otros sectores sociales. Estos, gracias a la «plasticidad» del nacionalismo y a su falta de un contenido de clase preciso, encuentran también su sitio en el seno de esta fuerza política. Así, según las circunstancias, sectores sociales diferentes se integran en los movimientos nacionalistas, haciendo que sirvan sus intereses particulares.

Sentimos que Smith no haya producido una teoría general del nacionalismo tan elaborada como la del nacionalismo étnico. Más concretamente, falta saber cuál es el papel que el Estado juega en relación con el nacionalismo. ¿Es un adversario pasivo—desde el punto de vista ideológico—de los nacionalismos? Sabemos cómo los nacionalismos se justifican en su lucha contra el Estado. Pero ¿en nombre de qué el Estado legitima su lucha contra el nacionalismo? Nuestra respuesta es: casi siempre—en los países comunistas sería discutible en el terreno de las justificaciones—en nombre de otro nacionalismo, como ya hemos dicho. La de Smith no hemos sabido encontrarla.

Sus reflexiones sobre el nacionalismo étnico son más profundas, y

⁵⁶ «The formation of nationalist movements», art. cit., págs. 9-26, y «The diffusion of nationalism: some historical...», art. cit., págs. 240-246.

⁵⁷ «Towards a theory of ethnic separatism», art. cit., y *Nationalism in the twentieth century*, ob. cit., en general y sobre todo de la pág. 150 al final.

su teoría más trabajada. La noción esencial es la de «Estado científico». El Estado científico es una sociedad política —*politica* o *polity*— que trata de homogeneizar a la población que vive en ella, con finalidades administrativas y con criterios de eficacia y de racionalización científica de la actividad pública.

El impacto del Estado científico sobre las sociedades tradicionales, unido a los efectos de la ética competitiva⁵⁵ propia de las sociedades modernas —y que adquirirá una dimensión colectiva—, producen una crisis profunda entre la *intelligentia*. En efecto, la ciencia se alza contra la tradición y la razón contra la religión, como factores de legitimación del orden de las cosas. La *intelligentia* es muy sensible a esta crisis; ella es el sector social más expuesto a la nueva educación racionalista moderna, y participa en la difusión de las nuevas ideas. Frente a esa crisis se abren tres salidas: integración sin reservas en la modernidad, tradicionalismo a ultranza o reformismo.

La opción más interesante es la de los reformistas. Actúan con una legitimación doble, ya que, por una parte, creen en la «necesidad» del Estado científico, pero no quieren renunciar a los valores tradicionales. Smith presenta una descripción algo psicodramática de las angustias que esta contradicción entre las dos fuentes de legitimidad implica, pero el resultado es verosímil: un renacimiento (*revival*) religioso. La grandeza religiosa es comparada a la grandeza civil de la comunidad y, tras considerar al grupo en función de valores religiosos, el grupo es valorado por sí mismo, e incluso su religión es presentada como *parte* de su especificidad. Resumiendo, los partidarios del renacimiento religioso descubren la etnicidad a través de la historia, bajo el impulso de un deseo de purificación.

La convergencia entre la voluntad modernizadora de los asimilacionistas y el reformismo «etnicista» producirá el nacionalismo étnico. Esta es una explicación coherente, que esperamos no haber deformado demasiado al transcribirla. Pero no deja de plantear dificultades.

El nacionalismo étnico no surge siempre en sociedades tradicionales, como resultado de su modernización. En uno de los ejemplos citados por Smith, el vasco, el nacionalismo nace en una sociedad industrializada. De hecho, ¿por qué no es tan vigoroso en el País Vasco francés, este sí subindustrializado? Es decir, el nacionalismo puede surgir en las sociedades modernas, y los nacionalistas rechazan no una nueva civilización,

zación, sino un viejo poder extranjero que ya no es apto para gestionar una sociedad desarrollada: la suya.

Creemos necesario añadir, basándonos en modestas experiencias personales, que no hay que sufrir ninguna crisis mística para descubrir la etnicidad. Ya hemos dicho que la nación es una categoría sociológica, y puede admitirse que un miembro de la *intelligentia*, que podría ser al mismo tiempo sociólogo, constate o descubra la existencia de una etnia —la suya, por ejemplo— a través de un proceso intelectual enteramente racional y laico.

La más reciente reflexión de Smith se refiere al nacionalismo étnico de secesión, y es casi la misma que expone en sus teorías anteriores. Encontramos argumentos ya conocidos: la burocratización y la educación nacionalista hacen entrar en crisis la concepción religiosa y tradicional del mundo. La *intelligentia* producida por esta educación moderna —que en los países occidentales tiene una componente técnica más acusada— forma una demanda de empleo superior a la capacidad de absorción de la burocracia y de las profesiones calificadas. Si a ese malestar se le añade la discriminación de los que buscan empleo, por razones de su cultura de origen, la *intelligentia* toma conciencia étnica por efecto de esa discriminación y a través de los trabajos históricos.

Esta conciencia étnica adquiere una dimensión política en un marco de crisis económica. En los países en vías de desarrollo, la indeterminación de las fronteras y la incapacidad por parte del Estado de responder a las demandas de grupos periféricos impulsan más fuertemente las tendencias centrífugas. Y, por todas partes, las negligencias de las burocracias, unidas al atractivo de las doctrinas autonomistas —que en Occidente tienen también su importancia con respecto a los independentistas—, abren el camino al separatismo. Si la discriminación es completa, la radicalización puede llevar a la lucha armada.

La explicación es ambigua, y las críticas ya enunciadas pueden aplicarse a este esquema. Ahora tocaremos los problemas que supone la relación establecida por Smith entre dificultades económicas y nacionalismo.

De entrada, hay que decir que el nacionalismo separatista puede presentarse y existir en cualquier clase de situación económica, tal y como ha sucedido en nuestro país. Pero incluso en las crisis económicas son muy numerosos los que en el paro sufren una frustración de sus expectativas profesionales, merced al carácter generalizado de la educación moderna. ¿Quién de entre ellos es *intelligentia*? Gracias a los *mass media*, uno puede convertirse en creador y difusor de ideas

⁵⁵ Sobre la ética competitiva, «Ethnocentrism, nationalism and social change», art. cit., págs. 16 al final; también, «Ideas' and 'structure' in the formation of independence ideals», art. cit., en general, y sobre todo págs. 28-30.

—miembro de la *intelligentsia*—: gracias a los partidos de masas, las posibilidades de llegar a ser un dirigente, de tener una influencia política, se han ampliado. En lo que concierne a las sociedades modernas, la noción de *intelligentsia* como élite reducida debe ser revisada, lo mismo que su relación con los movimientos sociales.

En segundo lugar, la discriminación. ¿Por qué una discriminación étnica en el rechazo de candidatos a los puestos de trabajo? Esto no es una tónica general; esta clase de discriminación es desconocida en Europa occidental, excepto en lo que concierne al racismo. En todo caso, en España, si existe, no parece correlativa a los separatismos, que tienen la fuerza que todo el mundo sabe. También queda por explicar la razón por la cual se opta por el reforzamiento de la identidad cultural y no por la exigencia de la igualdad económica.

Finalmente, habría que aclarar el motivo del rechazo del marco estatal y las razones por las que ciertos movimientos prefieren la autodeterminación a la autonomía, incluso cuando esta se halla a su alcance. Es decir: por qué el separatismo se prefiere a otra solución institucional.

III. CONCLUSION

Hemos tratado de seguir de cerca los razonamientos de Smith, quizá con una mirada demasiado puntillosa. Es, pues, oportuno el concluir con una valoración del conjunto del tema, para sintetizar nuestras principales críticas.

Nuestra valoración es positiva, porque Smith ha sabido plantear el problema del nacionalismo en el seno de la dinámica social; nos parece muy estimable esta voluntad de globalizar y de huir de generalizaciones mal fundadas. Por el contrario, ya lo hemos dicho, sus explicaciones sobre el ligamen entre la modernización —Estado científico y educación racionalista— y el nacionalismo no nos han convencido. Pensamos que tampoco ha sabido distinguir entre el carácter estratégico o táctico de las reivindicaciones, entre el nacionalismo de los nacionalistas —para quienes todo está subordinado a la nación— y el de los socialistas, que integran la autodeterminación en sus programas.

¿Cuál es el buen camino? El de Smith lleva lejos, pero su punto de partida es discutible. Nosotros sugerimos otro; no el de la modernización, sino el de la especificidad. Partir de la nación y estudiar el nacionalismo en relación con su objeto. Si todos los nacionalismos no respon-

den a los problemas de la modernización, todos pretenden actuar en función de una problemática nacional y se apoyan sobre un sentimiento nacional más o menos extendido. De la nación al nacionalismo; tal podría ser un enfoque alternativo. Pero no es el momento de desarrollarlo; eso, decía KIRPING, eso ya es otra historia...